

3° modifier la rédaction des dispositions à codifier en vue d'assurer leur concordance et d'en unifier la terminologie sans qu'il puisse être porté atteinte aux principes inscrits dans ces dispositions.

La codification portera l'intitulé : « Code bruxellois de l'environnement ».

L'arrêté gouvernemental de codification fera l'objet d'un projet d'ordonnance de ratification qui sera soumis au Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale.

Promulguons la présente ordonnance, ordonnons qu'elle soit publiée au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 5 juin 1997.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Emploi, du Logement et des Monuments et Sites,

Ch. PICQUE

Le Ministre de l'Economie, des Finances, du Budget, de l'Energie et des Relations extérieures,

J. CHABERT

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, des Travaux publics et du Transport,

H. HASQUIN

Le Ministre de la Fonction publique, du Commerce extérieur, de la Recherche scientifique, de la Lutte contre l'Incendie et de l'Aide médicale urgente,

R. GRIIP

Le Ministre de l'Environnement et de la Politique de l'Eau, de la Rénovation, de la Conservation de la Nature et de la Propreté publique,

D. GOSUIN

3° de opstelling van de te codificeren bepalingen wijzigen, teneinde de overeenstemming ervan te waarborgen en de terminologie ervan eenvormig te maken, zonder dat aan de in deze bepalingen gehuldigde beginselen afbreuk kan worden gedaan.

De codificatie zal het opschrift « Brussels Milieuwetboek » dragen.

Het regeringsbesluit tot codificatie zal het voorwerp uitmaken van een ontwerp van ordonnantie tot bekrachtiging dat aan de Brusselse Hoofdstedelijke Raad zal worden voorgelegd.

Kondigen deze ordonnantie af, bevelen dat ze in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 5 juni 1997.

De Minister-Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Werkgelegenheid, Huisvesting en Monumenten en Landschappen,

Ch. PICQUE

De Minister belast met Economie, Financiën, Begroting, Energie en Externe Betrekkingen,

J. CHABERT

De Minister belast met Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken en Vervoer,

H. HASQUIN

De Minister belast met Openbaar Ambt, Buitenlandse Handel, Wetenschappelijk Onderzoek, Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp,

R. GRIIP

De Minister belast met Leefmilieu en Waterbeleid, Renovatie, Natuurbehoud en Openbare Netheid,

D. GOSUIN

F. 97 — 1253

[S - C - 31239]

**5 JUNI 1997. — Ordonnance modifiant l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme et abrogeant l'ordonnance du 30 juillet 1992 relative à l'évaluation préalable des incidences de certains projets en Région de Bruxelles-Capitale (1)**

Le Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté et Nous, Gouvernement sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

**Art. 2.** L'article 7, alinéa 1<sup>er</sup> de l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme, ci-après dénommée l'ordonnance, est remplacé par la disposition suivante :

« Le Gouvernement désigne les fonctionnaires de l'Administration de l'aménagement du territoire et du logement, ci-après dénommée l'Administration, qui sont délégués aux fins précisées par la présente ordonnance. ».

**Art. 3.** Dans l'article 49, alinéa 2, de l'ordonnance, les mots « visés à l'article 31 ou à l'article 36 de l'ordonnance du 30 juillet 1992 relative à l'évaluation préalable des incidences de certains projets dans la Région de Bruxelles-Capitale » sont remplacés par les mots « visés à l'article 56bis ou à l'article 58bis, C. ».

**Art. 4.** L'article 51 de l'ordonnance est complété par un second paragraphe, rédigé comme suit :

« § 2. L'inventaire des incidences prévisibles de l'aménagement projeté accompagnant le dossier de base adopté par le conseil communal énumère, s'il échet, les projets visés à l'annexe A, 1° ou 2°, de la présente ordonnance et à l'annexe de l'ordonnance du 5 juin 1997

(1) *Session ordinaire 1996-1997 :*

*Documents du conseil.* — A-136/1 Projet d'ordonnance. — A-136/2 Rapport. — A-136/3 Amendements après rapport.

*Compte rendu intégral.* — Discussion : séance du 29 mai 1997. — Adoption : séance du 30 mai 1997.

N. 97 — 1253

[S - C - 31239]

**5 JUNI 1997. — Ordonnantie tot wijziging van de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw en tot opheffing van de ordonnantie van 30 juli 1992 betreffende de voorafgaande effectenbeoordeling van bepaalde projecten in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (1)**

De Brusselse Hoofdstedelijke Raad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

**Art. 2.** Artikel 7, eerste lid van de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw, hierna de ordonnantie te noemen, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De Regering duidt de ambtenaren aan van het Bestuur voor Ruimtelijke Ordening en Huisvesting, hierna het Bestuur te noemen, welke gemachtigd worden voor de in deze ordonnantie nader omschreven doelstellingen. ».

**Art. 3.** In artikel 49, tweede lid, van de ordonnantie worden de woorden « bedoeld in artikel 31 of in artikel 36 van de ordonnantie van 30 juli 1992 betreffende de voorafgaande effectenbeoordeling van bepaalde projecten in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest » vervangen door de woorden « bedoeld in artikel 56bis of in artikel 58bis, C. ».

**Art. 4.** Artikel 51 van de ordonnantie wordt aangevuld met een tweede paragraaf, luidende :

« § 2. De inventaris van de voorspelbare effecten van de geplande aanleg die gevoegd wordt bij het basisdossier dat door de gemeenteraad werd aangenomen, somt zo nodig, de in bijlage A, 1° of 2°, van deze ordonnantie en in bijlage van de ordonnantie van 5 juni 1997

(1) *Gewone zitting 1996-1997 :*

*Documenten van de Raad.* — A-136/1 Ontwerp van ordonnantie. — A-136/2 Verslag. — A-136/3 Amendementen na verslag.

*Volledig verslag.* — Bespreking : vergadering van 29 mei 1997. — Aanneming : vergadering van 30 mei 1997.

relative aux permis d'environnement qui sont envisagés dans le périmètre du plan. Il comporte au moins les éléments et l'aire géographique susceptibles d'être influencés par l'aménagement projeté ainsi que la nature des incidences qui peuvent les affecter. ».

**Art. 5.** Dans l'article 53, alinéa 4, de l'ordonnance, les mots « visée aux articles 32 à 41 de l'ordonnance du 30 juillet 1992 relative à l'évaluation des incidences de certains projets dans la Région de Bruxelles-Capitale » sont remplacés par « visée aux articles 58bis, B, à 58bis, E. ».

**Art. 6.** Un article 56bis, rédigé comme suit, est inséré dans l'ordonnance :

« Article 56bis.

Le rapport d'incidences visé à l'article 56, alinéa 1<sup>er</sup>, comporte au moins les éléments ci-après :

- 1° la description des éléments et de l'aire géographique susceptible d'être affectés par l'aménagement projeté;
- 2° l'évaluation des incidences prévisibles de l'aménagement projeté au regard de la situation existante;
- 3° la description des mesures visant à éviter, supprimer ou réduire les incidences négatives de l'aménagement projeté;
- 4° l'examen comparatif des solutions de remplacement raisonnablement envisageables ainsi que l'évaluation de leurs incidences;
- 5° un résumé non technique des éléments précédents.

Le Gouvernement peut préciser et compléter les éléments visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>; il peut également déterminer les modalités de présentation du rapport d'incidences.

Le rapport d'incidences est établi soit par l'auteur de projet auquel la commune a confié l'élaboration du plan particulier d'affectation du sol, soit par toute autre personne désignée par la commune à cet effet. ».

**Art. 7.** A l'article 58bis de l'ordonnance, qui devient l'article 58bis A, sont apportées les modifications suivantes :

1° Les alinéas suivants sont insérés avant l'alinéa 1<sup>er</sup> :

« Sont soumis à une évaluation préalable des incidences, les projets publics et privés qui, notamment en raison de leur dimension, leur nature ou leur localisation, peuvent porter atteinte de manière sensible à l'environnement ou au milieu urbain ou avoir des répercussions sociales ou économiques importantes.

Sont soumis à une étude d'incidences, les projets de plan particulier d'affectation du sol mentionnés à l'annexe A, 2°, de la présente ordonnance et les projets de plan particulier d'affectation du sol permettant la réalisation de projets mentionnés à l'annexe A, 1°, de la présente ordonnance, ou à l'annexe de l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement.

Sont soumis à un rapport d'incidences, les projets de plan particulier d'affectation du sol mentionnés à l'annexe B, 2°, de la présente ordonnance et les projets de plan particulier d'affectation du sol permettant la réalisation de projets mentionnés à l'annexe B, 1°, de la présente ordonnance ou d'installations de classe I.B au sens de l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement.

On entend par « incidences d'un projet » les effets directs ou indirects, à court terme et à long terme, temporaires, accidentels et permanents d'un projet sur :

- a) l'être humain, la faune et la flore;
- b) le sol, l'eau, l'air, le climat, l'environnement sonore et le paysage;
- c) l'urbanisme et le patrimoine immobilier;
- d) la mobilité globale;
- e) les domaines social et économique;
- f) l'interaction entre ces facteurs.

Le Gouvernement peut abroger, compléter ou remplacer les dispositions de la présente ordonnance, afin de prendre les mesures requises pour l'exécution d'obligations découlant des directives de la Communauté européenne. Le Gouvernement peut également modifier l'annexe B, 1°, dans le respect des principes visés aux articles 2 et 3 de la présente ordonnance et à l'article 2 de l'ordonnance du 5 juin 1997

betreffende de milieuvergunningen voorziene projecten op die binnen de perimenter van het plan worden overwogen. Deze omvat ten minste de elementen en hetgeografische gebied waarvoor de geplande aanleg gevolgen kan hebben alsook de aard van de effecten die er een invloed kunnen op hebben. ».

**Art. 5.** In artikel 53, vierde lid, van de ordonnantie worden de woorden « zoals bedoeld in artikel 32 tot 41 van de ordonnantie van 30 juli 1992 betreffende de voorafgaande effectenbeoordeling van bepaalde projecten in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest » vervangen door « zoals bedoeld in artikelen 58bis, B, tot 58bis, E. ».

**Art. 6.** Een artikel 56bis, luidend als volgt, wordt opgenomen in de ordonnantie :

« Artikel 56bis.

Het effectenverslag bedoeld in artikel 56, eerste lid, bestaat ten minste uit de volgende elementen :

- 1° de beschrijving van de elementen en van het geografische gebied waarvoor de geplande aanleg gevolgen kan hebben;
- 2° de beoordeling van de voorspelbare effecten van de geplande aanleg in vergelijking met de bestaande toestand;
- 3° de beschrijving van de geplande maatregelen om de negatieve effecten van de geplande aanleg te vermijden, weg te werken of af te remmen;
- 4° de vergelijking met vervangingsoplossingen die redelijkerwijs in aanmerking kunnen komen alsmede de beoordeling van hun effecten;
- 5° een niet-technische samenvatting van de bovenvermelde elementen.

De Regering kan de in het eerste lid bedoelde elementen nader bepalen en aanvullen; zij kan tevens de voorstellingsmodaliteiten van het effectenverslag bepalen.

Het effectenverslag wordt opgesteld hetzij door de ontwerper die door de gemeente belast werd met het opstellen van het bijzonder bestemmingsplan, hetzij door iedere andere persoon daartoe aangewezen door de gemeente. ».

**Art. 7.** In artikel 58bis van de ordonnantie, dat artikel 58bis A wordt, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° De volgende leden worden voor het eerste lid ingevoegd :

« Aan een voorafgaande effectenbeoordeling zijn onderworpen, de openbare en privé-projecten die, door hun omvang, aard of ligging, aanzienlijke schade kunnen berokkenen aan het leefmilieu of aan het stadsweefsel of die belangrijke sociale of economische gevolgen kunnen hebben.

Aan een effectenstudie zijn onderworpen, de ontwerpen van bijzonder bestemmingsplan vermeld in bijlage A, 2°, van deze ordonnantie en de ontwerpen van bijzonder bestemmingsplan voor de uitvoering van de projecten vermeld in bijlage A, 1°, van deze ordonnantie of in de bijlage van de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen.

Aan een effectenverslag worden onderworpen, de ontwerpen van bijzonder bestemmingsplan bedoeld in bijlage B, 2°, van deze ordonnantie en de ontwerpen van bijzonder bestemmingsplan voor de uitvoering van de projecten vermeld in bijlage B, 1°, van deze ordonnantie of de inrichtingen van klasse I.B in de zin van de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen.

Onder « effecten van een project » verstaat men de rechtstreekse en indirecte, tijdelijke, toevallige en permanente effecten op korte en lange termijn van een project op :

- a) de mens, de fauna en de flora;
- b) de bodem, het water, de lucht, het klimaat, het geluid en het landschap;
- c) de stedenbouw en het onroerend erfgoed;
- d) de globale mobiliteit;
- e) het sociale en het economische vlak;
- f) de wisselwerking tussen deze factoren.

De Regering kan de bepalingen van deze ordonnantie opheffen, aanvullen of vervangen om de maatregelen te kunnen nemen die vereist zijn voor de uitvoering van de verbintenissen die voortvloeien uit de richtlijnen van de Europese Gemeenschap. Met inachtneming van de in de artikelen 2 en 3 van deze ordonnantie en in artikel 2 van de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen

relative aux permis d'environnement. Dans ce cas, le Gouvernement communique l'arrêté au Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale dans le mois qui suit son adoption. ».

2° Dans l'article 58bis, alinéa 4, de l'ordonnance, les mots « visé à l'annexe A, 3°, de l'ordonnance du 30 juillet 1992 relative à l'évaluation préalable des incidences de certains projets dans la Région de Bruxelles-Capitale » sont remplacés par les mots « visé à l'annexe A, 2°, de la présente ordonnance ».

3° L'article 58bis, alinéa 5, de l'ordonnance est remplacé par la disposition suivante :

« L'absence de décision du Gouvernement au terme du délai visé à l'article 54, alinéa 1<sup>er</sup>, vaut approbation du dossier de base et équivaut à une décision de refus de faire réaliser une étude d'incidences. ».

4° L'article 58bis, alinéa 6, de l'ordonnance est remplacé par l'alinéa suivant :

« Dans les cas visés aux alinéas 9 et 10, la procédure se poursuit conformément aux articles 58bis, B à 58bis, E. ».

**Art. 8.** Les modifications suivantes sont apportées à l'article 58bis de l'ordonnance :

1° Un article 58bis, B, rédigé comme suit est inséré dans l'ordonnance :

« Article 58bis, B,

§ 1<sup>er</sup>. Lorsque, conformément à l'article 58bis, A, le Gouvernement constate ou estime qu'il y a lieu de faire réaliser une étude d'incidences, il :

1° notifie sa décision au collège des bourgmestre et échevins de la commune dont le territoire est concerné par le projet de plan particulier d'affectation du sol et l'invite à faire parvenir à l'Administration dans un délai de quarante-cinq jours une ou des propositions relatives au choix du chargé d'étude;

2° charge l'Administration d'élaborer le projet de cahier des charges de l'étude d'incidences dans les soixante jours;

3° détermine, outre les membres désignés au troisième alinéa, la composition du comité d'accompagnement et en informe l'Administration.

Le Comité d'accompagnement est chargé de suivre la procédure de la réalisation de l'étude d'incidences.

Il comprend au moins un représentant de chaque commune sur le territoire de laquelle le projet doit être exécuté, un représentant de l'Institut bruxellois pour la gestion de l'environnement et un représentant de l'Administration.

Le secrétariat du comité d'accompagnement est assuré par l'Administration.

Dans les dix jours de la réception de sa composition, l'Administration réunit le comité d'accompagnement. L'Administration tient le comité d'accompagnement régulièrement informé de l'évolution de l'élaboration du projet du cahier des charges de l'étude d'incidences.

Le Gouvernement détermine les règles de composition et de fonctionnement du comité d'accompagnement, ainsi que les règles d'incompatibilité.

§ 2. Dans les dix jours de la communication du projet de cahier des charges au comité d'accompagnement, celui-ci :

1° arrête définitivement le cahier des charges de l'étude d'incidences;

2° détermine le délai dans lequel l'étude d'incidences doit être réalisée;

3° statue sur le choix du chargé d'étude;

4° notifie sa décision au collège des bourgmestre et échevins.

Si le comité d'accompagnement n'approuve pas le choix du chargé d'étude, il invite le collège des bourgmestre et échevins à lui faire parvenir de nouvelles propositions. Le comité d'accompagnement statue sur le choix du chargé d'étude et notifie sa décision au collège des bourgmestre et échevins dans les quinze jours qui suivent la réception des nouvelles propositions.

bedoelde principes, kan de Regering tevens bijlage B, 1°, wijzigen. In dit geval doet de Regering het besluit aan de Brusselse Hoofdstedelijke Raad geworden, binnen de maand die volgt op de aanneming ervan. ».

2° In artikel 58bis, vierde lid, van de ordonnantie worden de woorden « valt onder bijlage A, 3° van de ordonnantie van 30 juli 1992 betreffende de voorafgaande effectenbeoordeling van bepaalde projecten in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest » vervangen door de woorden « valt onder bijlage A, 2°, van deze ordonnantie ».

3° Artikel 58bis, vijfde lid, van de ordonnantie wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Het uitblijven van een beslissing van de Regering op het einde van de termijn bedoeld in artikel 54, eerste lid, geldt als goedkeuring van het basisdossier en komt neer op een weigeringsbeslissing om een effectenstudie te laten verrichten. ».

4. Artikel 58bis, zesde lid, van de ordonnantie wordt vervangen door het volgende lid :

« In de gevallen bedoeld in het negende en tiende lid wordt de procedure voortgezet overeenkomstig de artikelen 58bis, B, tot 58bis, E. ».

**Art. 8.** De volgende wijzigingen worden aangebracht in artikel 58bis van de ordonnantie :

1° Een artikel 58bis, luidend als volgt, wordt opgenomen in de ordonnantie :

« Artikel 58bis, B,

§ 1. Wanneer de Regering, overeenkomstig artikel 58bis, A, vaststelt of de mening is toegedaan dat er grond is om een effectenstudie te laten verrichten :

1° brengt ze haar beslissing ter kennis van het college van burgemeester en schepenen van de gemeente op wier grondgebied het ontwerp van bijzonder bestemmingsplan betrekking heeft, en verzoekt ze het college één of meer voorstellen betreffende de keuze van de opdrachthouder binnen een termijn van vijftienveertig dagen aan het Bestuur te doen toekomen;

2° belast ze het Bestuur met het opstellen van het ontwerp van bestek van de effectenstudie binnen zestig dagen;

3° bepaalt ze, naast de in het derde lid aangewezen leden, de samenstelling van het begeleidingscomité en brengt dit ter kennis van het Bestuur.

Het begeleidingscomité wordt ermee belast de procedure tot uitvoering van de effectenstudie te volgen.

Het bestaat minstens uit één vertegenwoordiger van iedere gemeente op wier grondgebied het project moet worden uitgevoerd, één vertegenwoordiger van het Brussels Instituut voor Milieubeheer en één vertegenwoordiger van het Bestuur.

Het secretariaat van het begeleidingscomité wordt door het Bestuur waargenomen.

Binnen tien dagen na ontvangst van de samenstelling roept het Bestuur het begeleidingscomité bijeen. Het Bestuur houdt het begeleidingscomité regelmatig op de hoogte van de evolutie van de opmaak van het ontwerp van bestek van de effectenstudie.

De Regering bepaalt de samenstelling en de werking van het begeleidingscomité, alsook de onverenigbaarheidsregels.

§ 2. Binnen tien dagen na ontvangst van het ontwerp van bestek :

1° stelt het begeleidingscomité het bestek van de effectenstudie definitief vast;

2° bepaalt het begeleidingscomité de termijn waarbinnen de effectenstudie moet worden verricht;

3° spreekt het begeleidingscomité zich uit over de keuze van de opdrachthouder;

4° deelt het begeleidingscomité zijn beslissing mede aan het college van burgemeester en schepenen.

Indien het begeleidingscomité niet instemt met de keuze van de opdrachthouder, verzoekt het college van burgemeester en schepenen nieuwe voorstellen te doen. Het begeleidingscomité beslist over de keuze van de opdrachthouder en brengt zijn beslissing ter kennis van het college van burgemeester en schepenen binnen vijftien dagen na ontvangst van de nieuwe voorstellen.

Le Gouvernement agréé, en application des articles 70 et suivants de l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement, les personnes physiques ou morales, publiques ou privées, qui peuvent être désignées en qualité de chargé d'étude dans le cadre de l'élaboration d'un plan particulier d'affectation du sol.

§ 3. Si le comité d'accompagnement n'a pas notifié sa décision dans le délai visé au § 2, le collège des bourgmestre et échevins peut saisir le Gouvernement du dossier.

Dans les soixante jours à compter de la saisine, le Gouvernement se prononce sur les points visés au § 2, 1° à 3°, et notifie sa décision au collège des bourgmestre et échevins.

Si le Gouvernement n'approuve pas le choix du chargé d'étude, il invite le collège des bourgmestre et échevins à lui faire parvenir de nouvelles propositions. Le Gouvernement statue sur le choix du chargé d'étude et notifie sa décision au collège des bourgmestre et échevins dans les quinze jours de la réception de nouvelles propositions.

A défaut de notification de la décision du Gouvernement dans les délais, le collège des bourgmestre et échevins peut, par lettre recommandée, adresser un rappel au Gouvernement. Si le Gouvernement n'a pas notifié sa décision à l'expiration d'un nouveau délai de trente jours prenant cours à la date du dépôt à la poste de l'envoi recommandé contenant le rappel, le projet de cahier de charges ainsi que le choix du chargé d'étude par le collège des bourgmestre et échevins sont réputés confirmés. Le délai dans lequel l'étude d'incidences doit être réalisée est de six mois maximum.

§ 4. Sur la base des décisions prises conformément au §§ 2 ou 3, le conseil communal confie l'élaboration de l'étude d'incidences au chargé d'étude.

Le coût de l'étude d'incidences est à charge de la commune. ».

2° Un article 58bis, C, rédigé comme suit est inséré dans l'ordonnance :

« Article 58bis, C,

L'étude d'incidences doit comporter les éléments ci-après :

1° les données, fournies par la commune, relatives à la justification de l'aménagement projeté, à la description de ses objectifs et au calendrier de sa réalisation;

2° le relevé des prestations accomplies, la mention des méthodes d'analyse utilisées, et la description des difficultés rencontrées en ce compris les données sollicitées par le chargé d'étude et que le collège des bourgmestre et échevins est resté en défaut de communiquer sans justification;

3° la description et l'évaluation détaillées et précises des éléments susceptibles d'être affectés par l'aménagement projeté dans l'aire géographique déterminée par le cahier des charges;

4° l'inventaire et l'évaluation détaillée et précise des incidences de l'aménagement projeté et des chantiers;

5° les données, fournies par la commune, relatives aux mesures visant à éviter, supprimer ou réduire les incidences négatives de l'aménagement projeté et des chantiers;

6° l'évaluation de l'efficacité des mesures mentionnées au 5° notamment par rapport aux normes existantes;

7° l'examen comparatif des solutions de remplacement raisonnablement envisageables y compris, le cas échéant, l'abandon de l'aménagement projeté ainsi que l'évaluation de leurs incidences;

8° un résumé non technique des éléments précédents.

Le Gouvernement peut préciser et compléter les éléments visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>; il peut également déterminer les modalités de présentation de l'étude d'incidences. ».

3° Un article 58bis, D, rédigé comme suit, est inséré dans l'ordonnance :

« Article 58bis, D,

« § 1<sup>er</sup>. Le chargé d'étude tient le comité d'accompagnement régulièrement informé de l'évolution de l'étude d'incidences.

De Regering erkent, met toepassing van artikel 70 en volgende van de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunning, de publiekrechtelijke of privaatrechtelijke natuurlijke of rechtspersonen die als opdrachthouder kunnen worden aangewezen in het kader van het opstellen van een bijzonder bestemmingsplan.

§ 3. Indien het begeleidingscomité zijn beslissing niet binnen de in § 2 bedoelde termijn heeft medegedeeld, kan het college van burgemeester en schepenen het dossier bij de Regering aanhangig maken.

Binnen zestig dagen te rekenen vanaf de aanhangigmaking spreekt de Regering zich uit over de in § 2, 1° tot 3°, bedoelde punten en brengt haar beslissing ter kennis van het college van burgemeester en schepenen.

Wanneer de Regering de keuze van de opdrachthouder niet goedkeurt, verzoekt zij het college van burgemeester en schepenen haar nieuwe voorstellen te doen toekomen. De Regering beslist over de keuze van de opdrachthouder en maakt haar beslissing kenbaar aan het college van burgemeester en schepenen binnen vijftien dagen na de ontvangst van de nieuwe voorstellen.

Wanneer de Regering haar beslissing niet kenbaar maakt binnen de gestelde termijnen, kan het college van burgemeester en schepenen, per aangetekend schrijven, een rappelbrief richten aan de Regering. Wanneer er opnieuw dertig dagen verstreken zijn na het verzenden van de bij ter post aangetekende rappelbrief en de Regering haar beslissing nog niet kenbaar heeft gemaakt, dan worden het ontwerp van bestek alsmede de keuze van de opdrachthouder door het college van burgemeester en schepenen geacht bevestigd te zijn. De termijn binnen welke de effectenstudie uitgevoerd moet worden, bedraagt maximum zes maanden.

§ 4. Op basis van de beslissingen die overeenkomstig de §§ 2 of 3 getroffen worden, legt de gemeenteraad de nadere uitwerking van de effectenstudie in de handen van de opdrachthouder.

De kosten van de effectenstudie komen ten laste van de gemeente. ».

2° Een artikel 58bis, C, luidend als volgt, wordt opgenomen in de ordonnantie :

« Artikel 58bis, C,

De effectenstudie moet uit volgende elementen bestaan :

1° de door de gemeente verstrekte gegevens met betrekking tot de verantwoording van de geplande aanleg, de beschrijving van de doelstelling en het tijdschema voor de uitvoering;

2° de opgave van de voltooide prestaties, de vermelding van de gebruikte analysemethoden en een beschrijving van de ondervonden moeilijkheden met inbegrip van de gegevens gevraagd door de opdrachthouder en die door het college van burgemeester en schepenen, zonder enige rechtvaardiging, niet werden meegedeeld;

3° de omstandige en nauwkeurige beschrijving en beoordeling van de elementen waarop de geplande aanleg gevolgen kan hebben binnen het geografische gebied zoals afgebakend in het bestek;

4° de inventaris en de omstandige en nauwkeurige beoordeling van de effecten van de geplande aanleg en van de bouwterreinen;

5° de door de gemeente verstrekte gegevens omtrent de maatregelen die worden gepland om de negatieve effecten van de geplande aanleg en van de bouwterreinen te vermijden, weg te werken of af te remmen;

6° de beoordeling van de doelmatigheid van de in 5° vermelde maatregelen, onder meer ten opzichte van de bestaande normen;

7° de vergelijking van de vervangingsoplossingen die redelijkerwijs in aanmerking kunnen komen met inbegrip, in voorkomend geval, van het verzaken aan de geplande aanleg alsmede de beoordeling van hun effecten;

8° een niet-technische samenvatting van de bovenvermelde elementen.

De Regering kan de in het eerste lid bedoelde elementen nader bepalen en aanvullen; ze kan tevens voorstelingsmodaliteiten van de effectenstudie bepalen. ».

3° Een artikel 58bis, D, luidend als volgt, wordt opgenomen in de ordonnantie :

« Artikel 58bis, D,

« § 1. De opdrachthouder houdt het begeleidingscomité regelmatig op de hoogte van de evolutie van de effectenstudie.

Il répond aux demandes et aux observations du comité d'accompagnement.

Le Gouvernement règle les modalités d'application du présent paragraphe.

§ 2. Lorsque le chargé d'étude considère que l'étude d'incidences est complète, le collège des bourgmestre et échevins en transmet un exemplaire au comité d'accompagnement. ».

4° Un article 58bis, E, rédigé comme suit, est inséré dans l'ordonnance :

« Article 58bis, E,

§ 1<sup>er</sup>. Dans les trente jours qui suivent la réception de l'étude d'incidences, le comité d'accompagnement, s'il l'estime complète :

1° clôture l'étude d'incidences;

2° arrête la liste des communes de la Région concernées par les incidences de l'aménagement projeté et dans lesquelles doit se dérouler l'enquête publique;

3° notifie sa décision au collège des bourgmestre et échevins.

S'il décide que l'étude d'incidences n'est pas conforme au cahier des charges, le comité d'accompagnement notifie au collège des bourgmestre et échevins, dans le même délai, les compléments d'études à réaliser ou les amendements à apporter à l'étude en décrivant les éléments qui justifient sa décision. Dans ce cas, il notifie au collège des bourgmestre et échevins le délai dans lequel ils doivent lui être transmis.

A défaut pour le comité d'accompagnement de respecter le délai visé aux alinéas 1<sup>er</sup> et 2, le collège des bourgmestre et échevins peut saisir le Gouvernement. Cette faculté lui est également ouverte en cas de décision du comité d'accompagnement déclarant l'étude d'incidences incomplète.

Le Gouvernement se substitue au comité d'accompagnement. Le Gouvernement notifie sa décision dans les trente jours de sa saisine.

§ 2. Dans les quinze jours qui suivent la notification de la décision prévue au § 1<sup>er</sup> par laquelle le comité d'accompagnement, ou à défaut le Gouvernement, clôture l'étude d'incidences, le collège des bourgmestre et échevins décide :

1° soit de ne pas poursuivre l'élaboration de son projet de plan particulier d'affectation du sol;

2° soit de maintenir son projet de plan particulier d'affectation du sol en l'état;

3° soit de l'amender en vue d'en assurer la compatibilité avec les conclusions de l'étude d'incidences.

**Art. 9.** Dans l'article 64 de l'ordonnance, les mots « visés à l'article 31 ou à l'article 36 de l'ordonnance du 30 juillet 1992 relative à l'évaluation préalable des incidences de certains projet dans la Région de Bruxelles-Capitale » sont remplacés par les mots « visés à l'article 56bis, ou à l'article 58bis, C, ».

**Art. 10.** L'article 87, § 2, de l'ordonnance est remplacé par la disposition suivante :

« En cas de projet mixte au sens de l'article 108, § 2, le permis d'urbanisme est suspendu tant qu'un permis d'environnement définitif n'a pas été obtenu.

La décision définitive de refus relative à la demande de permis d'environnement emporte caducité de plein droit du permis d'urbanisme.

Pour l'application de la présente ordonnance, une décision est définitive lorsque tous les recours administratifs ouverts contre cette décision par la présente ordonnance ou par l'ordonnance relative aux permis d'environnement, ou les délais pour les intenter sont épuisés.

Le délai de péremption visé au § 1<sup>er</sup> ne commence à courir qu'à partir de la délivrance du permis d'environnement au titulaire du permis d'urbanisme. ».

Hij beantwoordt de vragen en de opmerkingen van het begeleidingscomité.

De Regering bepaalt de nadere regels voor de toepassing van deze paragraaf.

§ 2. Wanneer de opdrachthouder van oordeel is dat de effectenstudie volledig is, bezorgt het college van burgemeester en schepenen een exemplaar aan het begeleidingscomité. ».

4° Een artikel 58bis, E, luidend als volgt, wordt opgenomen in de ordonnantie :

« Artikel 58bis, E,

§ 1. Wanneer het begeleidingscomité van oordeel is dat de effectenstudie volledig is, moet het binnen dertig dagen na ontvangst van bedoelde studie :

1° de effectenstudie sluiten;

2° de lijst vastleggen van de bij de effecten van de geplande aanleg betrokken gemeenten van het Gewest waarin het openbaar onderzoek moet plaatshebben;

3° zijn beslissing aan het college van burgemeester en schepenen ter kennis brengen.

Indien het begeleidingscomité beslist dat de effectenstudie niet conform het bestek is, deelt het binnen dezelfde termijn aan het college van burgemeester en schepenen mede welke aanvullende elementen bestudeerd moeten worden of welke wijzigingen in de studie moeten worden aangebracht en verantwoordt het zijn beslissing. In dit geval deelt het aan het college van burgemeester en schepenen mede binnen welke termijn deze overgezonden moeten worden.

Indien het begeleidingscomité de termijn bedoeld in het eerste en in het tweede lid, niet in acht neemt, kan het college van burgemeester en schepenen zijn dossier bij de Regering aanhangig maken. Deze mogelijkheid wordt hem eveneens geboden wanneer het begeleidingscomité verklaart dat de effectenstudie onvolledig is.

De Regering treedt in de plaats van het begeleidingscomité. De Regering deelt haar beslissing mede binnen dertig dagen na de aanhangigmaking.

§ 2. Binnen vijftien dagen na de kennisgeving van de beslissing bedoeld in § 1 waarbij het begeleidingscomité, of bij ontstentenis de Regering, de effectenstudie afsluit, beslist het college van burgemeester en schepenen :

1° de opmaak van zijn ontwerp van bijzonder bestemmingsplan niet voort te zetten;

2° zijn ontwerp van bijzonder bestemmingsplan in de oorspronkelijke vorm te handhaven;

3° het te wijzigen teneinde ervoor te zorgen dat het verenigbaar is met de conclusies van de effectenstudie.

**Art. 9.** In artikel 64 van de ordonnantie worden de woorden « bedoeld in artikel 31 of in artikel 36 van de ordonnantie van 30 juli 1992 betreffende de voorafgaande effectenbeoordeling van bepaalde projecten in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest » vervangen door de woorden « bedoeld in artikel 56bis of in artikel 58bis, C, ».

**Art. 10.** Artikel 87, § 2, van de ordonnantie wordt vervangen door de volgende bepaling :

« In het geval van een gemengd project, in de zin van artikel 108, § 2, wordt de stedenbouwkundige vergunning geschorst zolang er geen definitieve milieuvergunning werd verkregen.

De definitieve weigeringsbeslissing over de aanvraag om milieuvergunning houdt van rechtswege de nietigheid van de stedenbouwkundige vergunning in.

Voor de toepassing van deze ordonnantie is een beslissing slechts definitief wanneer alle openstaande administratieve beroepen tegen deze beslissing door deze ordonnantie betreffende de milieuvergunning uitgeput zijn of de termijnen om deze in te stellen verstreken zijn.

Het in de eerste paragraaf bedoelde verval begint maar te lopen zodra de houder van de stedenbouwkundige vergunning de milieuvergunning gekregen heeft. ».

**Art. 11.** L'article 108, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'ordonnance est remplacé par les alinéas suivants :

« En cas de projet mixte, à savoir un projet qui, au moment de son introduction, requiert à la fois un permis d'environnement relatif à une installation de classe IA ou IB et un permis d'urbanisme :

1° les demandes de certificat ou de permis d'urbanisme et d'environnement doivent être introduites simultanément soit sous forme de certificat d'environnement et de certificat d'urbanisme, soit sous forme de permis d'environnement et de permis d'urbanisme;

2° le dossier de la demande de certificat d'urbanisme ou de permis d'urbanisme est incomplet en l'absence d'introduction de la demande de certificat ou de permis d'environnement correspondant, requis par l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement;

3° les demandes de certificat ou de permis d'urbanisme et d'environnement sont soumises simultanément par l'autorité compétente pour avis aux personnes ou services visés à l'article 119, § 4, lorsque les personnes ou services consultés sont communs aux deux procédures;

4° les demandes de certificat ou de permis d'urbanisme et d'environnement sont soumises ensemble aux mesures particulières de publicité;

5° les demandes de certificat ou de permis d'urbanisme et d'environnement font l'objet, selon le cas, d'une note préparatoire à l'étude d'incidences, d'un cahier des charges, d'un rapport d'incidences ou d'une étude d'incidences uniques;

6° les autorités compétentes, en vertu de la présente ordonnance et de l'ordonnance du 5 juin 1997 relative au permis d'environnement, procèdent en commun à l'examen des demandes de certificat ou de permis d'urbanisme et d'environnement; le Gouvernement règle les modalités de cette collaboration.

7° Un accusé de réception du dossier de demande de certificat ou de permis d'urbanisme ou de lotir ne peut être délivré en l'absence de l'accusé de réception de la demande de certificat ou de permis d'environnement. ».

**Art. 12.** L'article 111 de l'ordonnance est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 111, A,

§ 1<sup>er</sup>. Sont soumis à une évaluation préalable des incidences, les projets publics et privés qui, notamment en raison de leur dimension, leur nature ou leur localisation, peuvent porter atteinte de manière sensible à l'environnement ou au milieu urbain ou avoir des répercussions sociales ou économiques importantes.

§ 2. On entend par « incidences d'un projet » les effets directs et indirects, à court terme et à long terme, temporaires, accidentels et permanents d'un projet sur :

- 1° l'être humain, la faune et la flore;
- 2° le sol, l'eau, l'air, le climat, l'environnement sonore et le paysage;
- 3° l'urbanisme et le patrimoine immobilier;
- 4° les domaines social et économique;
- 5° la mobilité globale;
- 6° l'interaction entre ces facteurs.

§ 3. Avant de délivrer l'accusé de réception de la demande de permis, la commune vérifie si la demande est soumise à une étude d'incidences ou à un rapport d'incidences.

Le dossier de la demande de permis ou de certificat est incomplet en l'absence des documents requis par les articles 111, C, et 111, Q.

§ 4. Le Gouvernement peut abroger, compléter ou remplacer les dispositions de la présente ordonnance, afin de prendre les mesures requises pour l'exécution d'obligations découlant des directives de la Communauté européenne. Le Gouvernement peut également modifier l'annexe B, 1°, dans le respect des principes visés aux articles 2 et 3 de la présente ordonnance et à l'article 2 de l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement. Dans ce cas, le Gouvernement communique l'arrêté au Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale dans le mois qui suit son adoption.

**Art. 11.** Artikel 108, § 2, eerste lid, van de ordonnantie wordt vervangen door de volgende leden :

« In het geval van een gemengd project, met name een project dat op het ogenblik van zijn indiening zowel een milieuvergunning met betrekking tot de installatie van klasse IA of IB als een stedenbouwkundige vergunning vereist :

1° moeten de aanvragen om stedenbouwkundig attest of om stedenbouwkundige vergunning en om milieu-atteest en milieuvergunning gelijktijdig worden ingediend, hetzij in de vorm van een milieu-atteest en stedenbouwkundig attest, hetzij in de vorm van een milieuvergunning en een stedenbouwkundige vergunning;

2° is het dossier van de aanvraag om stedenbouwkundig attest of om stedenbouwkundige vergunning onvolledig bij gebrek aan indiening van de overeenkomstige aanvraag om milieu-atteest of milieuvergunning, vereist door de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen;

3° de aanvragen om stedenbouwkundige vergunning of stedenbouwkundig attest en milieuvergunning en milieu-atteest worden door de bevoegde overheid gelijktijdig om advies voorgelegd aan de personen of de diensten bedoeld in artikel 119, § 4, wanneer de geraadpleegde personen of diensten dezelfde zijn voor de twee procedures;

4° de aanvragen om stedenbouwkundige vergunning of stedenbouwkundig attest en milieu-atteest of milieuvergunning worden gezamenlijk onderworpen aan de speciale regelen van openbaarmaking;

5° de aanvragen om stedenbouwkundig attest of om milieuvergunning en milieu-atteest of milieuvergunning maken, naargelang het geval, het voorwerp uit van een voorbereidende nota op de effectenstudie, van een bestek, een effectenverslag of een studie van eenmalige effecten;

6° de bevoegde overheden gaan, krachtens deze ordonnantie en de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen, gezamenlijk over tot het onderzoek van de aanvragen om stedenbouwkundig attest of stedenbouwkundige vergunning en milieu-atteest of -vergunning; de Regering regelt de modaliteiten van deze samenwerking.

7° Een ontvangstbewijs van het dossier van de aanvraag om stedenbouwkundig attest of stedenbouwkundige vergunning of om verkavelingsattest of verkavelingsvergunning mag niet worden afgegeven bij gebrek aan ontvangstbewijs van de aanvraag om milieu-atteest of -vergunning. ».

**Art. 12.** Artikel 111 van de ordonnantie wordt opgeheven en vervangen door de volgende bepalingen :

« Artikel 111, A,

§ 1. Een voorafgaande effectenbeoordeling is vereist voor de openbare en particuliere projecten die onder meer door hun omvang, aard of ligging het leefmilieu of het stedelijk milieu ingrijpend kunnen aantasten, of die belangrijke sociale of economische gevolgen kunnen hebben.

§ 2. Onder « effecten van een project » verstaat men de rechtstreekse en indirecte, tijdelijke, toevallige en permanente effecten op korte en lange termijn van een project op :

- 1° de mens, de fauna en de flora;
- 2° de bodem, het water, de lucht, het klimaat, het geluid en het landschap;
- 3° de stedenbouw en het onroerend erfgoed;
- 4° het sociale en economische vlak;
- 5° de globale mobiliteit;
- 6° de wisselwerking tussen deze factoren.

§ 3. Vóór de gemeente het ontvangstbewijs van de vergunningsaanvraag afgeeft, gaat zij na of de aanvraag aan een effectenstudie of een effectenverslag onderworpen is.

Het dossier van de aanvraag om een vergunning of een attest is onvolledig bij ontstentenis van de door de artikelen 111, C, en 111, Q, vereiste documenten.

§ 4. De Regering kan de bepalingen van deze ordonnantie aanvullen, vervangen of opheffen om zo de maatregelen te nemen die nodig zijn voor het nakomen van de verplichtingen die voortvloeien uit de richtlijnen van de Europese Gemeenschap. Met inachtneming van de in de artikelen 2 en 3 van deze ordonnantie en in artikel 2 van de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen bedoelde principes, kan de Regering tevens bijlage B, 1°, wijzigen. In dit geval doet de Regering het besluit aan de Brusselse Hoofdstedelijke Raad geworden, binnen de maand die volgt op de goedkeuring ervan.

Sous-section 1  
Demandes soumises à étude d'incidences

Article 111, B,

§ 1<sup>er</sup>. Sont soumis à une étude d'incidences, les projets mentionnés à l'annexe A, 1°, de la présente ordonnance.

§ 2. Les demandes de permis d'urbanisme ou de lotir faisant suite à un certificat d'urbanisme non périmé qui a été précédé d'une étude d'incidences, sont dispensées d'une telle étude pour autant qu'elles soient conformes aux certificats délivrés.

Le plan particulier d'affectation du sol ou le permis de lotir non périmé qui a été précédé d'une étude d'incidences en application de la présente ordonnance dispense de l'étude d'incidences et du rapport d'incidences les demandes de certificat d'urbanisme, de permis d'urbanisme ou de lotir, portant sur un bien compris dans le périmètre du plan particulier d'affectation du sol ou du permis de lotir.

Toutefois les prescriptions du plan particulier d'affectation du sol peuvent imposer une étude d'incidences. Dans ce cas, les articles 111, C, à 111, O, sont applicables.

Article 111, C,

§ 1<sup>er</sup>. La demande de certificat ou de permis d'urbanisme relative à tout projet mentionné à l'annexe A, 1°, est accompagnée d'une note préparatoire comprenant au moins les éléments ci-après :

1° la justification du projet, la description de ses objectifs et le calendrier de sa réalisation;

2° l'indication des éléments et de l'aire géographique susceptibles d'être affectés par le projet;

3° un premier inventaire des incidences prévisibles du projet et du chantier;

4° l'énumération des dispositions et prescriptions légales et réglementaires applicables;

5° la description des principales mesures envisagées pour éviter, supprimer ou réduire les incidences négatives du projet et du chantier;

6° des propositions relatives au contenu du cahier des charges de l'étude d'incidences, et au choix du chargé d'étude;

7° un résumé non technique des éléments précédents.

Le Gouvernement peut préciser et compléter les éléments visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>; il peut également déterminer les modalités de présentation de la note préparatoire.

§ 2. La demande de certificat, ou de permis d'urbanisme, accompagnée de la note préparatoire, est introduite conformément aux dispositions prévues aux articles 109 et 140.

L'autorité qui délivre l'accusé de réception, lorsque le dossier est complet, en transmet simultanément un exemplaire à l'Administration.

Article 111, D,

§ 1<sup>er</sup>. Dans les trente jours de la délivrance de l'accusé de réception ou de l'écoulement du délai, visés aux articles 109 et 140, l'Administration établit le projet de cahier des charges de l'étude d'incidences qu'il communique au demandeur et transmet l'ensemble du dossier, avec ses observations éventuelles, au collège des bourgmestre et échevins de la commune sur le territoire de laquelle le projet doit pour sa partie la plus importante, être exécuté.

Dans les dix jours de l'envoi de l'accusé de réception ou de l'écoulement du délai visé aux articles 109 et 140, l'Administration réunit le comité d'accompagnement après en avoir déterminé la composition, outre les membres désignés à l'article 111, E. L'Administration tient le comité d'accompagnement régulièrement informé de l'évolution de l'élaboration du projet de cahier des charges.

Dans un délai de quinze jours à dater de la réception du dossier, le collège des bourgmestre et échevins soumet le dossier aux mesures particulières de publicité. L'enquête publique dure quinze jours.

En cas de non-respect par le collège du délai visé à l'alinéa 3, l'Administration le met en demeure de procéder aux mesures particulières de publicité.

Dans les trente jours qui suivent la fin de l'enquête publique, la commission de concertation :

1° donne son avis sur le projet de cahier des charges;

Onderafdeling 1

Aanvragen onderworpen aan een effectenstudie

Artikel 111, B,

§ 1. Voor de projecten vermeld in bijlage A, 1°, van deze ordonnantie is een effectenstudie vereist.

§ 2. De aanvragen om stedenbouwkundige vergunning of verkavelingsvergunning die volgen op een niet-vervallen stedenbouwkundig attest dat door een effectenstudie is voorafgegaan, worden vrijgesteld van een dergelijke studie, voor zover ze overeenstemmen met de afgegeven attesten.

Het bijzonder bestemmingsplan of de niet-vervallen verkavelingsvergunning die met toepassing van deze ordonnantie door een effectenstudie is voorafgegaan, stelt de aanvragen om stedenbouwkundig attest en stedenbouwkundige vergunning of verkavelingsvergunning, betreffende een goed gelegen binnen de omtrek van het bijzonder bestemmingsplan of van de verkavelingsvergunning, vrij van de effectenstudie en van het effectenverslag.

De voorschriften van het bijzonder bestemmingsplan kunnen evenwel een effectenstudie opleggen. In dit geval zijn de artikelen 111, C, tot 111, O van toepassing.

Artikel 111, C,

§ 1. Bij de aanvraag om stedenbouwkundig attest of om stedenbouwkundige vergunning voor ieder in bijlage A, 1°, vermeld project, wordt een voorbereidende nota gevoegd, die ten minste uit de volgende elementen bestaat :

1° de verantwoording van het project, de beschrijving van de doelstellingen en het tijdschema voor de uitvoering;

2° de aanduiding van de elementen en het geografische gebied waarvoor het project gevolgen kan hebben;

3° een eerste inventaris van de voorspelbare effecten van het project en van het bouwterrein;

4° de opsomming van de wettelijke en reglementaire bepalingen en voorschriften die van toepassing zijn;

5° de beschrijving van de voornaamste geplande maatregelen om de negatieve effecten van het project en van het bouwterrein te vermijden, weg te werken of af te remmen;

6° voorstellen in verband met de inhoud van het be-stek van de effectenstudie en met de keuze van de opdrachthouder;

7° een niet-technische samenvatting van de bovenvermelde elementen.

De Regering kan de in het eerste lid bedoelde elementen nader bepalen en aanvullen; ze kan tevens de voorstellings-modaliteiten van de voorbereidende nota bepalen.

§ 2. De aanvraag om stedenbouwkundig attest of om stedenbouwkundige vergunning wordt samen met de voorbereidende nota ingediend overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 109 en 140.

De overheid die het ontvangstbewijs aflevert wanneer het dossier volledig is, stuurt tegelijk een exemplaar van het dossier naar het Bestuur.

Artikel 111, D,

§ 1. Binnen een termijn van dertig dagen na de afgifte van het ontvangstbewijs of na het verstrijken van de termijn bedoeld in de artikelen 109 en 140 stelt het Bestuur het ontwerp van bestek op van de effectenstudie die hij de aanvrager toestuur en verzendt het hele dossier, samen met eventuele opmerkingen, naar het college van burgemeester en schepenen van de gemeente op wier grondgebied het belangrijkste deel van het project uitgevoerd moet worden.

Binnen een termijn van tien dagen na het verzenden van het ontvangstbewijs of na het verstrijken van de in de artikelen 109 en 140 bedoelde termijn roept het Bestuur het begeleidingscomité bijeen nadat het, naast de in het artikel 111, E, aangewezen leden, er de samenstelling van heeft bepaald. Het Bestuur houdt het begeleidingscomité regelmatig op de hoogte van de evolutie van de opmaak van het ontwerp van bestek.

Binnen een termijn van vijftien dagen te rekenen vanaf de ontvangst van het dossier onderwerpt het college van burgemeester en schepenen het dossier aan de speciale regelen van openbaarmaking. Het openbaar onderzoek duurt vijftien dagen.

Bij het niet-naleven door het college van de in het derde lid bepaalde termijn, maant het Bestuur het college aan over te gaan tot de speciale regelen van openbaarmaking.

Binnen dertig dagen volgend op het einde van het openbaar onderzoek, moet de overlegcommissie :

1° advies uitbrengen over het ontwerp van bestek;

2° donne son avis sur les propositions relatives au choix du chargé d'étude;

3° s'il échet, complète la composition du comité d'accompagnement arrêtée par l'Administration.

Les avis visés à l'alinéa précédent sont notifiés à l'Administration dans les dix jours de la date de réunion de la commission de concertation. Dans les cinq jours de la réception de ces notifications, l'Administration réunit, à nouveau, le comité d'accompagnement.

Lorsque la commission de concertation n'a pas notifié ses avis sur les points 1° à 2° visés à l'alinéa 5, dans le délai requis, la procédure est poursuivie sans qu'il soit tenu compte des avis émis au-delà des trente jours qui suivent l'expiration du délai de trente jours précité. L'Administration après avoir déterminé la composition définitive du comité d'accompagnement, le réunit conformément à l'article 111, F.

§ 2. Le Gouvernement peut établir un modèle type de cahier des charges pour chaque catégorie de projets visés aux annexes A et B.

Article 111, E,

§ 1<sup>er</sup>. Le comité d'accompagnement est chargé de suivre la procédure de réalisation de l'étude d'incidences;

Il comprend au moins un représentant de chaque commune sur le territoire de laquelle le projet doit être exécuté, un représentant de l'Institut bruxellois pour la gestion de l'environnement et un représentant de l'Administration.

Le secrétariat du comité d'accompagnement est assuré par l'Administration.

En cas de projet mixte, le secrétariat est assuré conjointement par l'Administration et l'Institut bruxellois pour la gestion de l'environnement.

§ 2. Le Gouvernement détermine les règles de composition et de fonctionnement du comité d'accompagnement, ainsi que les règles d'incompatibilité.

Article 111, F,

§ 1<sup>er</sup>. Dans les cinq jours de la réception des avis de la commission de concertation ou de l'épuisement du délai imparti à la commission pour notifier ses avis, l'Administration réunit le comité d'accompagnement. Dans les dix jours qui suivent, le comité d'accompagnement :

1° arrête définitivement le cahier des charges de l'étude d'incidences;

2° détermine le délai dans lequel l'étude d'incidences doit être réalisée;

3° statue sur le choix du chargé d'étude;

4° notifie sa décision au demandeur.

§ 2. Si le comité d'accompagnement n'approuve pas le choix du chargé d'étude, il invite le demandeur à lui faire parvenir de nouvelles propositions. Le comité d'accompagnement statue sur le choix du chargé d'étude et notifie sa décision au demandeur dans les quinze jours qui suivent la réception des nouvelles propositions.

§ 3. Le Gouvernement agréé, en application des articles 70 et suivants de l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement, les personnes physiques ou morales, publiques ou privées, qui peuvent être désignées en qualité de chargé d'étude.

Article 111, G,

Si le comité d'accompagnement n'a pas notifié sa décision dans le délai de dix jours visé à l'article 111, F, le demandeur peut saisir le Gouvernement du dossier.

Dans les soixante jours à compter de la saisine, le Gouvernement se prononce sur les points visés à l'article 111, F, § 1<sup>er</sup>, 1° à 3°, et notifie sa décision au demandeur.

Si le Gouvernement n'approuve pas le choix du chargé d'étude, il invite le demandeur à lui faire parvenir de nouvelles propositions. Le Gouvernement statue sur le choix du chargé d'étude et notifie sa décision au demandeur dans les quinze jours de la réception de nouvelles propositions.

A défaut de notification de la décision du Gouvernement dans les délais, le demandeur peut, par lettre recommandée, adresser un rappel au Gouvernement. Si le Gouvernement n'a pas notifié sa décision à l'expiration d'un nouveau délai de trente jours prenant cours à la date du dépôt à la poste de l'envoi recommandé contenant le rappel, le projet de cahier des charges ainsi que le choix du chargé d'étude par le demandeur sont réputés confirmés. Le délai dans lequel l'étude d'incidences doit être réalisé est de six mois maximum.

2° advies uitbrengen over de voorstellen inzake de keuze van de opdrachthouder van de studie;

3° in voorkomend geval de volledige samenstelling van het begeleidingscomité, zoals vastgesteld door het Bestuur, vervolledigen.

De in het vorige lid bedoelde adviezen worden aan het Bestuur betekend binnen tien dagen te rekenen vanaf de vergaderdatum van de overlegcommissie. Binnen vijf dagen na ontvangst van de betekeningen, roept het Bestuur het begeleidingscomité opnieuw samen.

Indien de overlegcommissie haar adviezen over de in het vijfde lid bedoelde punten 1° tot 2°, niet heeft bekendgemaakt binnen de vereiste termijn, wordt de procedure voortgezet zonder dat er rekening wordt gehouden met de adviezen die worden uitgebracht meer dan dertig dagen na het verstrijken van de voormelde termijn van dertig dagen. Het Bestuur roept het begeleidingscomité bijeen overeenkomstig artikel 111, F, na de definitieve samenstelling ervan te hebben bepaald.

§ 2. De Regering kan een typebestek opstellen voor elke categorie van de in bijlagen A en B bedoelde projecten.

Artikel 111, E,

§ 1. Het begeleidingscomité wordt ermee belast de procedure tot uitvoering van de effectenstudie te volgen;

Het bestaat uit minstens één vertegenwoordiger van iedere gemeente op wier grondgebied het project moet worden uitgevoerd, één vertegenwoordiger van het Brussels Instituut voor Milieubeheer en één vertegenwoordiger van het Bestuur.

Het secretariaat van het begeleidingscomité wordt door het Bestuur waargenomen.

In geval van gemengd project wordt het secretariaat gezamenlijk verzorgd door het Bestuur en het Brussels Instituut voor Milieubeheer.

§ 2. De Regering bepaalt de samenstelling en de werking van het begeleidingscomité, alsook de onverenigbaarheids-regels.

Artikel 111, F,

§ 1. Binnen vijf dagen na de ontvangst van de adviezen van de overlegcommissie of na het verstrijken van de aan de commissie opgelegde termijn om haar adviezen kenbaar te maken, roept het Bestuur het comité bijeen. Binnen de tien daaropvolgende dagen :

1° stelt het begeleidingscomité het bestek van de effectenstudie definitief vast;

2° bepaalt het begeleidingscomité de termijn waarbinnen de effectenstudie moet worden verricht;

3° spreekt het begeleidingscomité zich uit over de keuze van de opdrachthouder;

4° deelt het begeleidingscomité zijn beslissing mede aan de aanvrager.

§ 2. Indien het begeleidingscomité niet instemt met de keuze van de opdrachthouder, verzoekt het de aanvrager nieuwe voorstellen te doen. Het begeleidingscomité spreekt zich uit over de keuze van de opdrachthouder en brengt zijn beslissing ter kennis van de aanvrager, binnen vijftien dagen na de ontvangst van de nieuwe voorstellen.

§ 3. De Regering erkent, met toepassing van artikel 70 en volgende van de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunning, de publiekrechtelijke of privaatrechtelijke natuurlijke of rechtspersonen die als opdrachthouder kunnen worden aangewezen.

Artikel 111, G,

Indien het begeleidingscomité zijn beslissing binnen de in artikel 111, F, bedoelde termijn van tien dagen niet heeft medegedeeld, kan de aanvrager het dossier bij de Regering aanhangig maken.

Binnen zestig dagen te rekenen vanaf de aanhangigmaking spreekt de Regering zich uit over de in artikel 111, F, § 1, 1° tot 3°, bedoelde punten en brengt zij haar beslissing ter kennis van de aanvrager.

Wanneer de Regering de keuze van de opdrachthouder niet goedkeurt, verzoekt zij de aanvrager haar nieuwe voorstellen te laten geworden. De Regering beslist over de keuze van opdrachthouder en maakt haar beslissing kenbaar aan de aanvrager binnen vijftien dagen na de ontvangst van de nieuwe voorstellen.

Wanneer de Regering haar beslissing niet kenbaar maakt binnen de termijnen, kan de aanvrager, per aangetekend schrijven, een rappelbrief richten aan de Regering. Wanneer er opnieuw dertig dagen verstreken zijn na het verzenden van de bij ter post aangetekende rappelbrief en de Regering haar beslissing nog niet kenbaar heeft gemaakt, dan worden het ontwerp van bestek alsmede de keuze van de opdrachthouder door de aanvrager geacht bevestigd te zijn. De termijn binnen welke de effectenstudie moet uitgevoerd worden, bedraagt maximum zes maanden.



## Article 111, H,

Le contrat conclu entre le demandeur et le chargé d'étude doit respecter les décisions prises conformément à l'article 111, F, ou à l'article 111, G.

Le coût de l'étude d'incidences est à charge du demandeur.

## Article 111, I,

L'étude d'incidences doit comporter les éléments ci-après :

1° les données, fournies par le demandeur, relatives à la justification du projet, à la description de ses objectifs et au calendrier de sa réalisation;

2° le relevé des prestations accomplies, la mention des méthodes d'analyse utilisées, et la description des difficultés rencontrées, en ce compris les données sollicitées par le chargé d'étude et que le demandeur est resté en défaut de communiquer sans justification;

3° la description et l'évaluation détaillées et précises des éléments susceptibles d'être affectés par le projet, dans l'aire géographique déterminée par le cahier des charges;

4° l'inventaire et l'évaluation détaillée et précise des incidences du projet et du chantier;

5° les données, fournies par le demandeur, relatives aux mesures visant à éviter, supprimer ou réduire les incidences négatives du projet et du chantier;

6° l'évaluation de l'efficacité des mesures indiquées au point 5° notamment par rapport aux normes existantes;

7° l'examen comparatif des solutions de remplacement raisonnablement envisageables y compris, le cas échéant, l'abandon du projet, ainsi que l'évaluation de leurs incidences;

8° un résumé non technique des éléments précédents.

Le Gouvernement peut préciser et compléter les éléments visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>; il peut également déterminer les modalités de présentation de l'étude d'incidences.

## Article 111, J,

§ 1<sup>er</sup>. Le chargé d'étude tient le comité d'accompagnement régulièrement informé de l'évolution de l'étude d'incidences.

Il répond aux demandes et aux observations du comité d'accompagnement.

Le Gouvernement règle les modalités d'application du présent paragraphe.

§ 2. Lorsque le chargé d'étude considère que l'étude d'incidences est complète, le demandeur en transmet un exemplaire au comité d'accompagnement.

## Article 111, K,

Dans les trente jours qui suivent la réception de l'étude d'incidences, le comité d'accompagnement, s'il l'estime complète :

1° clôture l'étude d'incidences;

2° arrête la liste des communes de la Région concernées par les incidences du projet et dans lesquelles doit se dérouler l'enquête publique;

3° notifie sa décision au demandeur en lui précisant le nombre d'exemplaires du dossier visé à l'article 111, N, alinéa 2, à fournir à l'Administration en vue de l'enquête publique.

S'il décide que l'étude d'incidences n'est pas conforme au cahier des charges, le comité d'accompagnement notifie au demandeur, dans le même délai, les compléments d'étude à réaliser ou les amendements à apporter à l'étude en décrivant les éléments qui justifient sa décision. Dans ce cas, il notifie au demandeur le délai dans lequel ils doivent lui être transmis.

A défaut pour le comité d'accompagnement de respecter le délai visé aux alinéas 1<sup>er</sup> et 2, le demandeur peut saisir le Gouvernement. Cette faculté lui est également ouverte en cas de décision du comité d'accompagnement déclarant l'étude d'incidences incomplète. Le Gouvernement se substitue au comité d'accompagnement. Le Gouvernement notifie sa décision dans les trente jours de sa saisine.

## Article 111, L,

Le demandeur est présumé maintenir sa demande à moins que dans les quinze jours qui suivent la notification de la décision par laquelle le comité d'accompagnement, ou à défaut le Gouvernement, clôture l'étude, il avise l'Administration de sa décision :

1° soit de retirer sa demande;

2° soit de l'amender en vue d'assurer la compatibilité du projet avec les conclusions de l'étude d'incidences.

## Artikel 111, H,

In de overeenkomst tussen de aanvrager en de opdrachthouder moeten de beslissingen die overeenkomstig artikel 111, F, of artikel 111, G, zijn genomen, worden nageleefd.

De kosten van de effectenstudie komen ten laste van de aanvrager.

## Artikel 111, I,

De effectenstudie moet uit volgende elementen bestaan :

1° de door de aanvrager verstrekte gegevens met betrekking tot de verantwoording van het project, de beschrijving van de doelstellingen en het tijdschema voor de uitvoering.

2° de opgave van de voltooide prestaties, de vermelding van de gebruikte analysemethoden en de beschrijving van de ondervonden moeilijkheden met inbegrip van de gegevens gevraagd door de opdrachthouder en die door de aanvrager, zonder enige rechtvaardiging, niet werden meegegeeld;

3° de gedetailleerde en nauwkeurige beschrijving en beoordeling van de elementen waarop het project gevolgen kan hebben binnen het geografische gebied zoals afgebakend in het bestek;

4° de inventaris en de gedetailleerde en nauwkeurige beoordeling van de effecten van het project en van het bouwterrein;

5° de door de aanvrager verstrekte gegevens omtrent maatregelen die worden gepland om de negatieve effecten van het project en van het bouwterrein te vermijden, weg te werken of af te remmen;

6° de beoordeling van de doelmatigheid van de in punt 5° vermelde maatregelen onder meer ten opzichte van de bestaande normen;

7° de vergelijking met vervangingsoplossingen die redelijkerwijs in aanmerking kunnen komen, met inbegrip, in voorkomend geval, van het verzaken aan het project, alsmede een beoordeling van hun effecten;

8° een niet-technische samenvatting van de bovenvermelde elementen.

De Regering kan de in het eerste lid bedoelde elementen nader bepalen en aanvullen; ze kan tevens de voorstellings-modaliteiten van de effectenstudie bepalen.

## Artikel 111, J,

§ 1. De opdrachthouder houdt het begeleidingscomité regelmatig op de hoogte van het verloop van de effectenstudie.

Hij beantwoordt de vragen en de opmerkingen van het begeleidingscomité.

De Regering bepaalt de nadere regels voor de toepassing van deze paragraaf.

§ 2. Wanneer de opdrachthouder van oordeel is dat de effectenstudie volledig is, bezorgt de aanvrager een exemplaar ervan aan het begeleidingscomité.

## Artikel 111, K,

Wanneer het begeleidingscomité van oordeel is dat de effectenstudie volledig is, moet het binnen dertig dagen na ontvangst van bedoelde studie :

1° de effectenstudie sluiten;

2° de lijst vastleggen van de bij de effecten van het project betrokken gemeenten van het Gewest en waarin het openbaar onderzoek moet plaatshebben;

3° zijn beslissing aan de aanvrager ter kennis brengen met opgave van het aantal exemplaren van het in artikel 111, N, tweede lid, bedoelde dossier die aan het Bestuur geleverd moeten worden met het oog op het openbaar onderzoek.

Indien het begeleidingscomité beslist dat de effectenstudie niet in overeenstemming is met het bestek, deelt het binnen dezelfde termijn aan de aanvrager mede welke aanvullende elementen bestudeerd moeten worden of welke wijzigingen in de studie moeten worden aangebracht en verantwoordt het zijn beslissing. In dit geval deelt het aan de aanvrager de termijn mee binnen welke deze overgezonden moeten worden.

Indien het begeleidingscomité de termijn bedoeld in het eerste en in het tweede lid niet in acht neemt, kan de aanvrager zijn dossier bij de Regering aanhangig maken. Hij kan dit eveneens wanneer de beslissing van het begeleidingscomité de effectenstudie onvolledig verklaart. De Regering treedt in de plaats van het begeleidingscomité. De Regering deelt haar beslissing mede binnen dertig dagen na de aanhangigmaking.

## Artikel 111, L,

De aanvrager wordt geacht zijn aanvraag te behouden tenzij hij, binnen vijftien dagen na de bekendmaking van de beslissing van het begeleidingscomité, of bij ontstentenis de Regering om de studie te sluiten, het Bestuur op de hoogte brengt van zijn beslissing :

1° hetzij om zijn aanvraag in te trekken;

2° hetzij om ze te wijzigen zodat het project verenigbaar is met de besluiten van de effectenstudie.

## Article 111, M,

Dans le cas visé à l'article 111, L, alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, le demandeur transmet au comité d'accompagnement ou au Gouvernement ainsi qu'à l'Administration et à l'autorité délivrante, les amendements à la demande de certificat d'urbanisme ou de permis d'urbanisme dans les six mois de la notification de la clôture de l'étude d'incidences visée à l'article 111, K.

Si le demandeur n'a pas transmis les amendements à la demande de certificat ou de permis dans le délai prévu à l'alinéa 1<sup>er</sup>, il est présumé retirer sa demande.

## Article 111, N,

Dès réception des exemplaires du dossier, le cas échéant amendé conformément à l'article 111, L, alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, fournis par le demandeur, l'Administration ou, dans l'hypothèse visée à l'article 111, K, alinéa 3, le Gouvernement transmet un exemplaire au collège des bourgmestre et échevins de chaque commune concernée par les incidences du projet et dans laquelle le dossier doit être soumis aux mesures particulières de publicité.

Le dossier soumis à l'enquête publique doit comprendre :

- 1° la demande de certificat ou de permis d'urbanisme;
- 2° le cahier des charges de l'étude d'incidences;
- 3° l'étude d'incidences;
- 4° la décision de clôture de l'étude d'incidences;
- 5° le cas échéant, la décision du demandeur de maintenir ou d'amender la demande de certificat ou de permis d'urbanisme ou le constat de dépassement du délai de quinze jours visé à l'article 111, L, alinéa 1<sup>er</sup>;
- 6° les amendements éventuels à la demande de certificat ou de permis d'urbanisme visés à l'article 111, M.

## Article 111, O,

§ 1<sup>er</sup>. Le collège des bourgmestre et échevins de chaque commune concernée soumet le dossier aux mesures particulières de publicité.

L'enquête publique se déroule dans chacune des communes et dure trente jours.

L'Administration détermine la date à laquelle les diverses enquêtes publiques doivent au plus tard être clôturées.

§ 2. Le collège des bourgmestre et échevins de la commune sur le territoire de laquelle le projet doit, pour sa partie la plus importante, être exécuté, saisit la commission de concertation élargie aux représentants de chaque commune concernée par les incidences du projet, dans les quinze jours de la clôture de l'enquête publique.

La commission de concertation émet son avis à l'Administration et au collège des bourgmestre et échevins dans les trente jours de la fin de l'enquête publique.

Lorsque la commission de concertation n'a pas notifié son avis dans le délai requis, la procédure est poursuivie sans qu'il soit tenu compte de l'avis émis au-delà des trente jours qui suivent l'expiration du délai visé à l'alinéa précédent.

## Sous-section 2

## Demandes soumises à rapport d'incidences

## Article 111, P,

§ 1<sup>er</sup>. Sont soumis à un rapport d'incidences les projets mentionnés à l'annexe B, 1°, de la présente ordonnance.

§ 2. Les demandes de permis d'urbanisme ou de lotir faisant suite à un certificat d'urbanisme non périmé, qui a été précédé d'un rapport d'incidences, sont dispensées d'un tel rapport, pour autant qu'elles soient conformes aux certificats délivrés.

Le plan particulier d'affectation du sol ou le permis de lotir non périmé qui a été précédé d'un rapport d'incidences dispense du rapport d'incidences les demandes de certificat d'urbanisme, de permis d'urbanisme ou de lotir, portant sur un bien compris dans le périmètre du plan particulier d'affectation du sol ou du permis de lotir.

Toutefois les prescriptions du plan particulier d'affectation du sol peuvent imposer un rapport d'incidences. Dans ce cas, les articles 111, P, à 111, V, sont applicables.

## Article 111, Q,

Les demandes de certificat ou de permis relatives à tout projet mentionné à l'annexe B, 1°, sont accompagnées d'un rapport d'incidences comportant au moins, les éléments ci-après :

- 1° la justification du projet, la description de ses objectifs et le calendrier de sa réalisation;

## Artikel 111, M,

In het geval bedoeld in artikel 111, L, eerste lid, 3°, zendt de aanvrager de wijzigingen in zijn aanvraag om stedenbouwkundig attest of om stedenbouwkundige vergunning over aan het begeleidingscomité of aan de Regering alsook aan het Bestuur en aan de afleverende overheid, binnen zes maanden na de in artikel 111, K, bedoelde kennisgeving van de sluiting van de effectenstudie.

Indien de aanvrager de wijzigingen in zijn aanvraag om stedenbouwkundig attest of stedenbouwkundige vergunning niet binnen de in het eerste lid bepaalde termijn heeft bezorgd, wordt hij geacht zijn aanvraag te hebben ingetrokken.

## Artikel 111, N,

Vanaf de ontvangst van de door de aanvrager geleverde exemplaren van het dossier dat in voorkomend geval overeenkomstig artikel 111 L, eerste lid, 3°, werd gewijzigd, zendt het Bestuur of in het geval bedoeld in artikel 111, K, derde lid, de Regering een exemplaar over aan het college van burgemeester en schepenen van elke gemeente die bij de effecten van het project betrokken is en waar het dossier aan de speciale regelen van openbaarmaking onderworpen dient te worden.

Het aan het openbaar onderzoek onderworpen dossier moet bestaan uit :

- 1° de aanvraag om stedenbouwkundig attest of stedenbouwkundige vergunning;
- 2° het bestek van de effectenstudie;
- 3° de effectenstudie;
- 4° de beslissing tot afsluiting van de effectenstudie;
- 5° in voorkomend geval, de beslissing van de aanvrager om de aanvraag om stedenbouwkundig attest of stedenbouwkundige vergunning te bevestigen of te wijzigen of de vaststelling dat de in artikel 111, L, eerste lid bedoelde termijn van vijftien dagen overschreden is;
- 6° de eventuele wijzigingen in de in artikel 111, M, bedoelde aanvraag om stedenbouwkundig attest of stedenbouwkundige vergunning.

## Artikel 111, O,

§ 1. Het college van burgemeester en schepenen van elke betrokken gemeente onderwerpt het dossier aan de speciale regelen van openbaarmaking.

Het openbaar onderzoek verloopt in elke gemeente en duurt dertig dagen.

Het Bestuur bepaalt de datum waarop de verschillende openbare onderzoeken uiterlijk moeten worden gesloten.

§ 2. Het college van burgemeester en schepenen van de gemeente op wier grondgebied het belangrijkste gedeelte van het project moet worden uitgevoerd, maakt het dossier aanhangig bij de overlegcommissie die uitgebreid wordt met de vertegenwoordigers van elke gemeente die betrokken is bij de effecten van het project, binnen vijftien dagen na de sluiting van het openbaar onderzoek.

De overlegcommissie brengt haar advies uit bij het Bestuur en bij het college van burgemeester en schepenen binnen dertig dagen na de beëindiging van het openbaar onderzoek.

Wanneer de overlegcommissie haar advies niet kenbaar heeft gemaakt binnen de gestelde termijn, wordt de procedure voortgezet zonder dat er rekening wordt gehouden met het advies dat wordt uitgebracht meer dan dertig dagen na het verstrijken van de in het vorig lid bedoelde termijn.

## Onderafdeling 2

## Aanvragen die onderworpen worden aan een effectenverslag

## Artikel 111, P,

§ 1. Aan een effectenverslag worden onderworpen, de projecten vermeld in bijlage B, 1°, van deze ordonnantie.

§ 2. De aanvragen om stedenbouwkundige vergunning of verkavelingsvergunning, die volgen op een niet-ervallen stedenbouwkundig attest dat door een effectenverslag is voor-afgegaan, worden vrijgesteld van een dergelijk verslag, voor zover ze overeenstemmen met de afgegeven attesten.

Het bijzonder bestemmingsplan of de niet-ervallen verkavelingsvergunning die door een effectenverslag is voor-afgegaan, stelt de aanvragen om stedenbouwkundig attest en om stedenbouwkundige vergunning of verkavelingsvergunning betreffende een goed gelegen binnen de omtrek van het bijzonder bestemmingsplan of van de verkavelingsvergunning vrij van het effectenverslag.

De voorschriften van het bijzonder bestemmingsplan kunnen evenwel een effectenverslag opleggen. In dit geval zijn de artikelen 111, P, tot 111, V, van toepassing.

## Artikel 111, Q,

Bij de attest- of vergunningsaanvraag voor ieder in bijlage B, 1° vermeld project, wordt een effectenverslag gevoegd dat ten minste uit volgende elementen bestaat :

- 1° de verantwoording van het project, de beschrijving van de doelstellingen en het tijdschema voor de uitvoering;

2° la synthèse des différentes solutions envisagées ayant présidé au choix du projet introduit par le demandeur eu égard à l'environnement;

3° la description des éléments et de l'aire géographique susceptibles d'être affectés par le projet, notamment à l'aide de plans;

4° l'inventaire des incidences prévisibles du projet et du chantier;

5° l'évaluation des ces incidences au regard de la situation existante;

6° l'énumération des dispositions et prescriptions légales et réglementaires applicables;

7° la description des mesures visant à éviter, supprimer ou réduire les incidences négatives du projet et du chantier, notamment par rapport aux normes existantes;

8° un résumé non technique des éléments précédents.

Le Gouvernement peut préciser et compléter les éléments visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>; il peut également déterminer les modalités de présentation du rapport d'incidences.

Article 111, R,

La demande de certificat ou de permis d'urbanisme, accompagnée du rapport d'incidences, est introduite conformément aux articles 109 ou 140.

L'autorité auprès de qui la demande est introduite transmet, simultanément à l'envoi de l'accusé de réception ou suite à l'écoulement du délai visé à l'article 109 ou à l'article 140, un exemplaire du dossier à l'Administration lorsqu'elle n'est pas saisie du dossier.

Article 111, S,

§ 1<sup>er</sup>. Dans les trente jours de l'envoi de l'accusé de réception ou de l'écoulement du délai visé aux articles 109 ou 140, l'Administration :

1° procède à l'examen du rapport d'incidences;

2° arrête la liste des communes de la Région concernées par les incidences du projet et dans lesquelles doit se dérouler l'enquête publique;

3° désigne la commune qui est chargée de saisir la commission de concertation conformément à l'article 111, U, § 2;

4° communique au demandeur le nombre d'exemplaires du dossier visé à l'article 111, T, alinéa 2, à lui fournir en vue de l'organisation de l'enquête publique.

§ 2. Lorsque l'Administration estime que le rapport d'incidences doit être complété, elle notifie cette décision au demandeur dans les délais visés au § 1<sup>er</sup>, en indiquant les documents ou renseignements manquants.

Dans les dix jours de leur réception, l'Administration accomplit les actes prévus au § 1<sup>er</sup>.

§ 3. Si à l'expiration des délais visés au § 2, l'Administration n'a pas notifié sa décision, le demandeur peut saisir le Gouvernement du dossier.

Dans les soixante jours de sa saisine, le Gouvernement accomplit les actes prévus au § 1<sup>er</sup>.

Article 111, T,

Dès réception des exemplaires du dossier fournis par le demandeur, l'Administration en transmet un exemplaire au collège des bourgmestres et échevins de chaque commune de la Région concernée par les incidences du projet et dans lesquelles doit se dérouler l'enquête publique.

Le dossier soumis à l'enquête publique doit comprendre :

1° la demande de certificat ou de permis d'urbanisme;

2° le rapport d'incidences;

3° les documents ou renseignements fournis par le demandeur en application de l'article 111, S, § 2.

Article 111, U,

§ 1<sup>er</sup>. Dans les quinze jours de la réception du dossier, le collège des bourgmestres et échevins de chaque commune concernée soumet le dossier aux mesures particulières de publicité.

L'enquête publique se déroule dans chacune des communes et dure quinze jours.

L'Administration détermine la date à laquelle les diverses enquêtes publiques doivent au plus tard être clôturées.

§ 2. Le collège des bourgmestres et échevins de la commune sur le territoire de laquelle le projet doit, pour sa partie la plus importante, être exécuté, saisit la commission de concertation élargie aux représentants de chaque commune concernée par les incidences du projet dans

2° de la synthèse van de in aanmerking genomen oplossingen die ten grondslag hebben gelegen aan de keuze van het door de aanvrager ingediende project, gelet op het milieu;

3° de de beschrijving van de elementen en het geografische gebied waarvoor het project gevolgen kan hebben, met name aan de hand van plannen;

4° de inventaris van de voorspelbare effecten van het project en van het bouwterrein;

5° de beoordeling van deze effecten in vergelijking met de bestaande toestand;

6° de opsomming van de wettelijke en reglementaire bepalingen en voorschriften die van toepassing zijn;

7° de beschrijving van de geplande maatregelen om de negatieve effecten van het project en van het bouwterrein te vermijden, weg te werken of af te remmen, onder meer ten opzichte van de bestaande normen;

8° een niet-technische samenvatting van de voormelde elementen.

De Regering kan de in het eerste lid bedoelde elementen nader bepalen en aanvullen; ze kan tevens de voorstellingsmodaliteiten van het effectenverslag bepalen.

Artikel 111, R,

De aanvraag om stedenbouwkundig attest of om stedenbouwkundige vergunning en het effectenverslag worden samen ingediend, overeenkomstig de artikelen 109 of 140.

De overheid, waarbij de aanvraag werd ingediend, stuurt gelijktijdig met het verzenden van het ontvangstbewijs of na het verstrijken van de in artikel 109 of in artikel 140 bedoelde termijn, een exemplaar van het dossier naar het Bestuur als het dossier niet bij haar aanhangig gemaakt is.

Artikel 111, S,

§ 1. Binnen dertig dagen na het verzenden van het ontvangstbewijs of na het verstrijken van de in de artikelen 109 of 140 bedoelde termijn, gaat het Bestuur over tot :

1° het onderzoeken van het effectenverslag;

2° het vastleggen van de lijst van de bij de effecten van het project betrokken gemeenten van het Gewest en waarin het openbaar onderzoek moet plaatshebben;

3° het aanwijzen van de gemeente die ermee belast wordt de overlegcommissie bijeen te roepen overeenkomstig artikel 111, U, § 2;

4° het mededelen aan de aanvrager van het aantal hem te leveren exemplaren van het in artikel 111, T, tweede lid, bedoelde dossier met het oog op het houden van het openbaar onderzoek.

§ 2. Wanneer het Bestuur oordeelt dat het effectenverslag aangevuld dient te worden, betekent het deze beslissing aan de aanvrager binnen de in § 1 bedoelde termijnen, met de vermelding van de ontbrekende stukken of inlichtingen.

Binnen tien dagen na de ontvangst ervan, verricht het Bestuur de in § 1 bepaalde handelingen.

§ 3. Wanneer het Bestuur, bij het verstrijken van de in § 2 bedoelde termijnen, haar beslissing niet kenbaar heeft gemaakt, kan de aanvrager het dossier bij de Regering aanhangig maken.

Binnen zestig dagen na de aanhangigmaking verricht de Regering de in § 1 bedoelde handelingen.

Artikel 111, T,

Vanaf de ontvangst van de exemplaren van het dossier geleverd door de aanvrager, zendt het Bestuur er een exemplaar van aan het college van burgemeester en schepenen van elke gemeente van het Gewest die bij de effecten van het project betrokken is en waar het openbaar onderzoek moet worden gevoerd.

Het aan het openbaar onderzoek onderworpen dossier moet bestaan uit :

1° de aanvraag om stedenbouwkundig attest of stedenbouwkundige vergunning;

2° het effectenverslag;

3° de stukken of inlichtingen die de aanvrager heeft verstrekt met toepassing van artikel 111, S, § 2.

Artikel 111, U,

§ 1. Het college van burgemeester en schepenen van elke betrokken gemeente onderwerpt het dossier aan de speciale regelen van openbaarmaking binnen vijftien dagen na de ontvangst van het dossier.

Het openbaar onderzoek wordt in elke gemeente gehouden en duurt vijftien dagen.

Het Bestuur bepaalt de datum waarop de verschillende openbare onderzoeken uiterlijk moeten gesloten worden.

§ 2. Het college van burgemeester en schepenen van de gemeente op wier grondgebied het belangrijkste gedeelte van het project moet worden uitgevoerd, maakt binnen vijftien dagen na de sluiting van het openbaar onderzoek het dossier aanhangig bij de overlegcommissie die

les quinze jours de la clôture de l'enquête publique.

La commission de concertation émet son avis à l'Administration et au collège des bourgmestre et échevins dans les trente jours de la fin de l'enquête publique.

Lorsque la commission de concertation n'a pas notifié son avis dans le délai requis, la procédure est poursuivie sans qu'il soit tenu compte des avis émis au-delà des trente jours qui suivent l'expiration du délai visé à l'alinéa précédent.

Article 111, V,

§ 1<sup>er</sup>. Dans des circonstances exceptionnelles la commission de concertation peut, dans un avis spécialement motivé, recommander au Gouvernement de faire réaliser une étude d'incidences.

§ 2. Lorsqu'il estime qu'il y a lieu de faire réaliser une étude d'incidences, le Gouvernement notifie sa décision au demandeur dans les trente jours de la réception du dossier.

Dans ce cas, le Gouvernement :

1° invite le demandeur à faire parvenir à l'Administration une ou des propositions relatives au choix du chargé d'étude;

2° charge l'Administration d'établir le projet de cahier des charges de l'étude d'incidences dans les trente jours. En cas de projet mixte le Gouvernement règle les modalités de collaboration entre l'Administration et l'Institut bruxellois pour la gestion de l'environnement;

3° détermine, outre les membres désignés à l'article 111, E, la composition du comité d'accompagnement et en informe l'Administration.

Après l'établissement du projet de cahier des charges visé au § 2, alinéa 2, 2°, l'Administration transmet le dossier, avec ses observations éventuelles au demandeur et au collège des bourgmestre et échevins de la commune sur le territoire de laquelle le projet doit, pour sa partie la plus importante, être exécuté.

Dans les dix jours de la réception de sa composition, l'Administration réunit le comité d'accompagnement. L'Administration tient le comité d'accompagnement régulièrement informé de l'évolution de l'élaboration du projet de cahier des charges de l'étude d'incidences.

Dans les cinq jours de l'établissement du projet de cahier des charges, l'Administration réunit, à nouveau, le comité d'accompagnement et la procédure se poursuit conformément aux articles 111, F, à 111, O.

Lorsqu'il estime une telle étude inopportune, le Gouvernement motive sa décision et transmet le dossier à l'autorité délivrante dans le délai visé au § 2, alinéa 1<sup>er</sup>.

§ 3. Le silence du Gouvernement à l'expiration du délai visé au § 2 équivaut au refus de faire réaliser une étude d'incidences.

§ 4. Lorsque l'étude d'incidences a été réalisée, le dossier soumis à l'enquête publique, conformément à l'article 111, N, comprend en outre :

1° les réclamations et observations adressées au collège des bourgmestre et échevins dans le cadre de l'enquête publique visée aux articles 111, T, et 111, U, ainsi que le procès-verbal de clôture de cette enquête;

2° le procès-verbal de la commission de concertation;

3° l'avis de la commission de concertation visé au § 1<sup>er</sup>. ».

**Art. 13.** L'article 114 de l'ordonnance est complété par l'alinéa suivant :

« A défaut d'avis de la commission de concertation dans le délai de trente jours prévu à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le collège des bourgmestre et échevins poursuit l'instruction de la demande conformément aux articles 110 et suivants, sans qu'il soit tenu compte des avis émis au-delà des trente jours qui suivent l'expiration du délai visé à l'alinéa précédent. ».

**Art. 14.** A l'article 119 de l'ordonnance sont apportées les modifications suivantes :

1° L'article 119, § 2, de l'ordonnance est complété par l'alinéa suivant :

« Lorsque la demande requiert des mesures particulières de publicité et que la commission de concertation n'a pas émis son avis dans le délai de trente jours prévu à l'article 114, alinéa 1<sup>er</sup>, les délais sont augmentés de trente jours. ».

uitgebreid wordt tot de vertegenwoordigers van elke gemeente die betrokken is bij de effecten van het project.

De overlegcommissie brengt haar advies uit bij het Bestuur en bij het college van burgemeester en schepenen binnen dertig dagen na het beëindigen van het openbaar onderzoek.

Wanneer de overlegcommissie haar advies niet kenbaar heeft gemaakt binnen de gestelde termijn, wordt de procedure voortgezet zonder dat er rekening wordt gehouden met de adviezen die worden uitgebracht meer dan dertig dagen na het verstrijken van de in het vorig lid bedoelde termijn.

Artikel 111, V,

§ 1. In uitzonderlijke omstandigheden kan de overlegcommissie in een bijzonder met redenen omkleed advies, de Regering aanbevelen een effectenstudie te laten verrichten.

§ 2. Wanneer de Regering van mening is dat een effectenstudie dient te worden verricht, brengt ze haar beslissing ter kennis van de aanvrager binnen dertig dagen vanaf de ontvangst van het dossier.

In dit geval :

1° verzoekt de Regering de aanvrager om één of meer voorstellen betreffende de keuze van de opdrachthouder aan het Bestuur te doen toekomen;

2° belast de Regering het Bestuur met het opstellen van het ontwerp van bestek voor de effectenstudie binnen dertig dagen. In geval van gemengd project regelt de Regering de wijze van samenwerking tussen het Bestuur en het Brussels Instituut voor Milieubeheer;

3° bepaalt de Regering, naast de leden aangesteld overeenkomstig artikel 111, E, de samenstelling van het begeleidingscomité en brengt dit ter kennis van het Bestuur.

Na de opmaak van het in § 2, tweede lid, 2° bedoelde ontwerp van bestek, zendt het Bestuur het dossier, samen met de eventuele opmerkingen, naar de aanvrager en naar het college van burgemeester en schepenen van de gemeente op wier grondgebied het belangrijkste deel van het project moet worden uitgevoerd.

Binnen tien dagen na de ontvangst van de samenstelling van het begeleidingscomité roept het Bestuur dit laatste bijeen. Het Bestuur houdt het begeleidingscomité regelmatig op de hoogte van de evolutie van de opmaak van het ontwerp van bestek van de effectenstudie.

Binnen vijf dagen na het opmaken van het ontwerp van bestek, roept het Bestuur het begeleidingscomité opnieuw bijeen en wordt de procedure overeenkomstig de artikelen 111, F, tot 111, O, voortgezet.

Wanneer de Regering een dergelijke studie niet geraden acht, omkleedt zij haar beslissing met redenen en zendt ze het dossier binnen de in het eerste lid van § 2, bedoelde termijn aan de afleverende overheid.

§ 3. Het stilzwijgen van de Regering na het verstrijken van de in § 2 bedoelde termijn geldt als een weigering om de effectenstudie te laten uitvoeren.

§ 4. Wanneer de effectenstudie is uitgevoerd, moet het dossier dat overeenkomstig artikel 111, N, aan het openbaar onderzoek wordt onderworpen, bovendien volgende gegevens bevatten :

1° de bezwaren en de opmerkingen die in het kader van het in artikelen 111, T, en 111, U, bedoelde openbaar onderzoek aan het college van burgemeester en schepenen werden gericht, alsmede het proces-verbaal van sluiting van dit onderzoek;

2° de notulen van de overlegcommissie;

3° het in § 1 bedoeld advies van de overlegcommissie. ».

**Art. 13.** Artikel 114 van de ordonnantie wordt aangevuld met het volgende lid :

« Bij ontstentenis van advies van de overlegcommissie binnen de in het eerste lid bedoelde termijn van dertig dagen, zet het college van burgemeester en schepenen de behandeling van de aanvraag voort overeenkomstig artikel 110 en volgende, zonder dat er rekening wordt gehouden met de adviezen die uitgebracht worden meer dan dertig dagen na het verstrijken van de in het vorig lid bedoelde termijn. ».

**Art. 14.** In artikel 119 van de ordonnantie worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° Artikel 119, § 2, van de ordonnantie wordt aangevuld met het volgende lid :

« Wanneer de aanvraag speciale regelen van openbaarmaking vereist en de overlegcommissie haar advies niet heeft uitgebracht binnen de in artikel 114, eerste lid, bedoelde termijn van dertig dagen, worden de termijnen verlengd met dertig dagen. ».

2° L'article 119, § 3, de l'ordonnance est remplacé par la disposition suivante :

« Lorsque la demande de permis est précédée d'une étude d'incidences, visée à l'article 111, B, ou est accompagnée d'un rapport d'incidences, visé à l'article 111, P, la notification de la décision du collège des bourgmestre et échevins octroyant ou refusant le permis intervient dans les délais suivants à compter de la date de l'avis donné par la commission de concertation dans le délai prévu à l'article 111, O, § 2, alinéa 3 ou à l'article 111, U, § 2, alinéa 3, ou, à défaut à compter de l'expiration de ce délai :

1° quarante-cinq jours lorsque la demande ne requiert pas l'avis préalable du fonctionnaire délégué;

2° nonante jours lorsque la demande requiert l'avis préalable du fonctionnaire délégué.

Toutefois, lorsque, en application de l'article 111, V, la commission de concertation recommande au Gouvernement de faire réaliser une étude d'incidences, le délai visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> prend cours à compter de la date :

1° soit de la notification de la décision du Gouvernement prévue à l'article 111, V, § 2, alinéa 6, estimant une telle étude inopportune;

2° soit de l'avis de la commission de concertation donné dans le délai prévu à l'article 111, O, § 2, alinéa 3, ou, à défaut, à compter de l'expiration de ce délai.

**Art. 15.** L'article 129 de l'ordonnance est complété par un quatrième alinéa rédigé comme suit :

« La commune transmet au collège d'urbanisme une copie du dossier dans les dix jours de la réception de la copie du recours. »

**Art. 16.** L'article 135 de l'ordonnance est remplacé par la disposition suivante :

« Le Gouvernement ou la personne qu'il délègue, entend à leur demande, le requérant ou son conseil, le collège des bourgmestre et échevins ou son délégué, ainsi que le fonctionnaire délégué. Lorsqu'une partie demande à être entendue, les autres parties sont invitées à comparaître. »

**Art. 17.** A l'article 140 de l'ordonnance, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 2, les mots « si la demande est soumise aux dispositions de l'ordonnance du 30 juillet 1992 relative à l'évaluation préalable des incidences de certains projets dans la Région de Bruxelles-Capitale » sont remplacés par les mots « si la demande est soumise à une étude d'incidences prévue à l'article 111, B, ou à un rapport d'incidences prévu à l'article 111, P, »;

2° à l'alinéa 3, les mots « documents requis par ladite ordonnance » sont remplacés par les mots « documents requis le cas échéant par l'article 111, C, ou par l'article 111, Q, »;

3° l'alinéa 5 est abrogé;

4° à l'alinéa 6 les mots « En cas de projet mixte, » sont insérés avant les mots « Une copie de toutes les pièces ».

**Art. 18.** § 1<sup>er</sup>. L'article 142, § 2, de l'ordonnance est complété par l'alinéa suivant :

« Lorsque la demande requiert des mesures particulières de publicité et que la commission de concertation n'a pas émis son avis dans le délai de trente jours prévu à l'article 114, alinéa 1<sup>er</sup>, les délais sont augmentés de trente jours. »

§ 2. L'article 142, § 3, de l'ordonnance est remplacé par la disposition suivante :

« Lorsque la demande de permis est précédée d'une étude d'incidences visée à l'article 111, B, ou est accompagnée d'un rapport d'incidences visé à l'article 111, P, la notification de la décision du fonctionnaire délégué octroyant ou refusant le permis intervient dans les septante-cinq jours à compter de la date de l'avis donné par la commission de concertation dans le délai prévu à l'article 111, O, § 2, alinéa 3, ou à l'article 111, U, § 2, alinéa 3, ou à défaut à l'expiration de ce délai.

2° Artikel 119, § 3, van de ordonnantie wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Wanneer de vergunningsaanvraag voorafgegaan wordt door een effectenstudie, bedoeld in artikel 111, B, of vergezeld is van een effectenverslag, bedoeld in artikel 111, P, geschiedt de kennisgeving van de beslissing van het college van burgemeester en schepenen tot verlening of weigering van de vergunning binnen volgende termijnen, te rekenen vanaf de datum waarop de overlegcommissie haar advies heeft gegeven binnen de termijn bedoeld in artikel 111, O, § 2, derde lid, of in artikel 111, U, § 2, derde lid of bij ontstentenis vanaf het verstrijken van deze termijn :

1° vijftienveertig dagen indien de aanvraag het voorafgaand advies van de gemachtigde ambtenaar niet vereist;

2° negentig dagen indien de aanvraag het voorafgaand advies van de gemachtigde ambtenaar vereist.

Wanneer de overlegcommissie echter, met toepassing van artikel 111, V, de Regering aanbeveelt een effectenstudie te laten verrichten, dan begint de termijn bedoeld in het eerste lid te lopen vanaf :

1° hetzij de dag van de kennisgeving van de beslissing van de Regering bedoeld in artikel 111, V, § 2, zesde lid, waarbij zij meent dat een dergelijke studie niet geraden is;

2° hetzij de dag van het advies van de overlegcommissie uitgebracht binnen de termijn bedoeld in artikel 111, O, § 2, derde lid, of bij ontstentenis, na het verstrijken van deze termijn.

**Art. 15.** Artikel 129 van de ordonnantie wordt aangevuld met een vierde lid, luidend :

« De gemeente zendt het stedenbouwkundig college een afschrift van het dossier binnen tien dagen na de ontvangst van het afschrift van het beroep. »

**Art. 16.** Artikel 135 van de ordonnantie wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De Regering of de persoon die zij machtigt, hoort, op hun verzoek, de verzoeker of zijn raadsman, het college van burgemeester en schepenen of zijn gemachtigde, en de gemachtigde ambtenaar. Wanneer een partij vraagt om gehoord te worden, worden ook de andere partijen opgeroepen. »

**Art. 17.** In artikel 140 van de ordonnantie worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid worden de woorden « als de aanvraag onderworpen is aan de bepalingen van de ordonnantie van 30 juli 1992 betreffende de voorafgaande effectenbeoordeling van bepaalde projecten in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest » vervangen door de woorden « als de aanvraag onderworpen is aan een effectenstudie zoals bedoeld in artikel 111, B, of aan een effectenverslag zoals bedoeld in artikel 111, P, »;

2° in het derde lid worden de woorden « krachtens deze ordonnantie vereiste documenten » vervangen door de woorden « in voorkomend geval krachtens artikel 111, C, of artikel 111, Q, derhalve vereiste documenten »;

3° het vijfde lid wordt opgeheven;

4° in het zesde lid worden de woorden « In geval van gemengd project » geplaatst vóór de woorden « Een afschrift van alle administratieve stukken of documenten ».

**Art. 18.** § 1. Artikel 142, § 2, van de ordonnantie wordt aangevuld met het volgende lid :

« Wanneer de aanvraag speciale regelen van openbaarmaking vereist en de overlegcommissie haar advies niet heeft uitgebracht binnen de in het artikel 114, eerste lid, gestelde termijn van dertig dagen, worden de termijnen verlengd met dertig dagen. »

§ 2. Artikel 142, § 3, van de ordonnantie wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Wanneer de vergunningsaanvraag voorafgegaan wordt door een effectenstudie, bedoeld in artikel 111, B, of vergezeld is van een effectenverslag bedoeld in artikel 111, P, geschiedt de kennisgeving van de beslissing van de gemachtigde ambtenaar tot verlening of weigering van de vergunning binnen vijftenzeventig dagen te rekenen vanaf de datum waarop de overlegcommissie haar advies heeft gegeven binnen de termijn gesteld in artikel 111, O, § 2, derde lid, of in artikel 111, U, § 2, derde lid, of bij ontstentenis na het verstrijken van deze termijn.

Toutefois, lorsque, en application de l'article 111, V, la commission de concertation recommande au Gouvernement de faire réaliser une étude d'incidences, le délai visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> prend cours à compter de la date :

1° soit de la notification de la décision du Gouvernement prévue à l'article 111, V, § 2, alinéa 6, estimant une telle étude inopportune;

2° soit de l'avis de la commission de concertation donné dans le délai prévu à l'article 111, O, § 2, alinéa 3, ou, à défaut, à compter de l'expiration de ce délai. ».

**Art. 19.** Dans l'article 152<sup>ter</sup> de l'ordonnance, les mots « Lorsque la demande de permis est soumise aux dispositions particulières de l'ordonnance du 30 juillet 1992 relative à l'évaluation préalable des incidences de certains projets dans la Région de Bruxelles-Capitale » sont remplacées par les mots « Lorsque la demande de permis est soumise à une étude d'incidences au sens de l'article 111, B, ou à un rapport d'incidences au sens de l'article 111, P, ».

**Art. 20.** L'article 156, alinéa 2, de l'ordonnance est abrogé.

**Art. 21.** L'article 158, alinéa 2, de l'ordonnance est remplacé par la disposition suivante :

« Toutefois, lorsque le certificat d'urbanisme est soumis à une évaluation préalable des incidences en vertu de l'article 111, B, ou de l'article 111, P, il est délivré dans les délais suivants à compter de la date de l'avis de la commission de concertation donné dans le délai prévu à l'article 111, O, § 2, alinéa 3, ou à l'article 111, U, § 2, alinéa 3, ou à défaut, à l'expiration de ce délai :

1° quarante-cinq jours lorsque la demande ne requiert pas l'avis préalable du fonctionnaire délégué;

2° nonante jours lorsque la demande requiert l'avis préalable du fonctionnaire délégué. ».

**Art. 22.** L'article 162, § 2, de l'ordonnance est complété par l'alinéa suivant :

« Le délai de deux ans visé au § 1<sup>er</sup> est suspendu tant que le certificat d'environnement définitif correspondant n'a pas été obtenu. ».

**Art. 23.** Les dispositions de la présente ordonnance ne s'appliquent pas aux demandes de certificat d'urbanisme, de permis d'urbanisme ou de permis de lotir qui ont été introduites avant son entrée en vigueur.

**Art. 24.** L'ordonnance du 30 juillet 1992 relative à l'évaluation préalable des incidences de certains projets dans la Région de Bruxelles-Capitale est abrogée.

#### Annexe A

##### PROJETS SOUMIS A ETUDE D'INCIDENCES

1° Projets soumis à un permis d'urbanisme :

a) centrales nucléaires et autres réacteurs nucléaires à l'exception des installations de recherche pour la production et la transformation de matières fissiles et fertiles, dont la puissance maximale ne dépasse pas 1 KW de durée permanente thermique;

b) installations destinées exclusivement à stocker en permanence ou à éliminer définitivement des déchets radioactifs;

c) construction d'autoroutes, de voies rapides, d'infrastructures routières de quatre bandes de circulation ou plus, d'ouvrages d'art souterrains ou aériens, de voies pour le trafic à grande distance des chemins de fer ainsi que d'aéroports dont la piste de décollage et d'atterrissage a une longueur de 2 100 mètres et plus;

d) modifications de voiries portant le nombre de bandes de circulation automobile à quatre ou plus - à l'exclusion des bandes réservées au transport en commun -, et de voies de chemin de fer portant le nombre total de voies à trois ou plus;

e) ports de commerce maritime ainsi que les voies navigables et les ports de navigation intérieure permettant l'accès de bateaux à partir de 1 350 tonnes;

f) pistes permanentes de course et d'essai pour automobiles et motocycles;

Wanneer de overlegcommissie echter, met toepassing van artikel 111, V, de Regering aanbeveelt een effecten-studie te laten verrichten, dan begint de termijn bedoeld in het eerste lid te lopen vanaf :

1° hetzij de dag van de kennisgeving van de beslissing van de Regering bedoeld in artikel 111, V, § 2, zesde lid, waarbij zij meent dat een dergelijke studie niet geraden is;

2° hetzij de dag van het advies van de overlegcommissie dat zij uitbrengt binnen de termijn gesteld in artikel 111, O, § 2, derde lid, of bij ontstentenis na het verstrijken van deze termijn. ».

**Art. 19.** In artikel 152<sup>ter</sup> van de ordonnantie worden de woorden « Wanneer de aanvraag om vergunning onderworpen is aan de bijzondere bepalingen van de ordonnantie van 30 juli 1992 betreffende de voorafgaande effectenbeoordeling van bepaalde projecten in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest » vervangen door de woorden « Wanneer de aanvraag om vergunning onderworpen is aan een effectenstudie in de zin van het artikel 111, B, of aan een effectenverslag in de zin van het artikel 111, P, ».

**Art. 20.** Artikel 156, tweede lid, van de ordonnantie wordt opgeheven.

**Art. 21.** Artikel 158, tweede lid, van de ordonnantie wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Wanneer het stedenbouwkundig attest evenwel krachtens artikel 111, B, of artikel 111, P, aan een voorafgaande effectenbeoordeling is onderworpen, wordt het afgegeven binnen de volgende termijnen te rekenen vanaf de datum dat de overlegcommissie haar advies uitbracht binnen de termijn bedoeld in artikel 111, O, § 2, derde lid of in artikel 111, U, § 2, derde lid, of bij ontstentenis na het verstrijken van deze termijn :

1° vijftien dagen indien de aanvraag het voorafgaand advies van de gemachtigde ambtenaar niet vereist;

2° negentig dagen indien de aanvraag het voorafgaand advies van de gemachtigde ambtenaar vereist. ».

**Art. 22.** Artikel 162, § 2 van de ordonnantie wordt met het volgende lid aangevuld :

« De in § 1 bedoelde termijn van twee jaar wordt geschorst zolang het overeenkomstige definitieve milieu-attest niet is verkregen. ».

**Art. 23.** De bepalingen van deze ordonnantie zijn niet van toepassing op de aanvragen om stedenbouwkundig attest, om stedenbouwkundige vergunning of om verkavelingsvergunning als deze werden ingediend vóór de inwerkingtreding ervan.

**Art. 24.** De ordonnantie van 30 juli 1992 betreffende de voorafgaande effectenbeoordeling van bepaalde projecten in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest wordt opgeheven.

#### Bijlage A

##### PROJECTEN ONDERWORPEN AAN EEN EFFECTENSTUDIE

1° Projecten waarvoor een stedenbouwkundige vergunning vereist is :

a) kerncentrales en andere kernreactoren, met uitzondering van de onderzoeksinstallaties voor de produktie en verwerking van splijt- en kweekstoffen met een constant vermogen van ten hoogste 1 thermische KW;

b) inrichtingen die uitsluitend bestemd zijn voor de permanente opslag of de definitieve verwijdering van radioactief afval;

c) aanleg van autosnelwegen, wegen met vier rijbanen of meer, ondergrondse of bovengrondse kunstwerken, spoorwegtrajecten voor spoorverkeer over lange afstand alsmede van vliegvelden met een start- en landingsbaan van tenminste 2.100 meter;

d) wijziging van wegen waarbij het aantal banen voor autoverkeer op vier of meer gebracht wordt - met uitzondering van de banen voorbehouden voor het openbaar vervoer - en van spoorweglijnen waarbij het aantal sporen op drie of meer gebracht wordt;

e) zeehandelshavens alsmede waterwegen en havens voor de binnenvaart, bevaarbaar voor schepen van meer dan 1 350 ton;

f) permanente wedstrijd- en oefencircuits voor auto's en tweewielige motorvoertuigen;

*g)* construction d'un immeuble de bureaux dont la superficie de plancher hors sol dépasse 20.000 m<sup>2</sup>;

*h)* parcs de stationnement à l'air libre pour véhicules à moteurs en dehors de la voie publique comptant plus de 200 emplacements pour véhicules automobiles s'ils desservent exclusivement des logements ou des bureaux;

*i)* garages, emplacements couverts où sont garés des véhicules à moteur (parcs de stationnement couverts, salles d'exposition, etc.) comptant plus de 200 véhicules automobiles ou remorques, s'ils desservent exclusivement des logements ou des bureaux.

2° Projets de plans particuliers d'affectation du sol :

*a)* projet de plan particulier d'affectation du sol permettant la réalisation d'un total de plus de 50.000 m<sup>2</sup> hors sol de bureaux pour autant que le nombre de m<sup>2</sup> de bureaux hors sol projetés dépasse de plus de 25 % le nombre de m<sup>2</sup> de bureaux hors sol existant;

*b)* projet de plan particulier d'affectation du sol permettant la réalisation d'un total de plus de 500 emplacements de parking pour autant que le nombre d'emplacements projeté dépasse de plus de 25% le nombre d'emplacements existants.

#### Annexe B

##### PROJETS SOUMIS A RAPPORT D'INCIDENCES

1° Projets soumis à permis d'urbanisme, en vertu de l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme :

*a)* projets d'affectation de terres incultes ou d'étendues semi-naturelles à l'exploitation agricole intensive;

*b)* premier reboisements, lorsqu'ils risquent d'entraîner des transformations écologiques négatives, et défrichements destinés à permettre la conversion en vue d'un autre type d'exploitation du sol;

*c)* installations industrielles destinées au transport de gaz vapeur et d'eau chaude; transport d'énergie électrique par lignes aériennes;

*d)* installations pour le retraitement de combustibles nucléaires;

*e)* installations pour le retraitement de combustibles nucléaires irradiés;

*f)* installations pour la collecte et le traitement de déchets radioactifs;

*g)* aménagement de zones industrielles de plus de dix hectares;

*h)* aménagement d'une zone de chemin de fer de plus de dix hectares avec changement d'affectation;

*i)* tous travaux d'infrastructure de communication induisant une modification substantielle du régime de circulation du tronçon et/ou du réseau environnant, et pour autant qu'ils ne soient pas visés par l'annexe A;

*j)* tous travaux modifiant ou perturbant le réseau hydrographique;

*k)* barrages et autres installations destinées à retenir les eaux ou à les stocker d'une manière durable;

*l)* installations d'oléoducs et de gazoducs;

*m)* installations d'aqueducs sur de longues distances;

*n)* remontées mécaniques et télégraphiques;

*o)* complexes hôteliers de plus de 100 chambres;

*p)* villages de vacances;

*q)* ports de plaisance;

*r)* aménagement d'une propriété plantée de plus de 5000 m<sup>2</sup>;

*s)* construction d'un immeuble de bureaux dont la superficie de planchers se situe entre 5.000 m<sup>2</sup> et de 20.000 m<sup>2</sup> hors sol;

*t)* plus de 1.000 m<sup>2</sup> d'ateliers, de commerces ou de dépôts dans les zones principalement affectées à l'habitation;

*u)* équipements sportifs, culturels, de loisirs, scolaires et sociaux d'une capacité d'accueil supérieure à 200 personnes;

*v)* modification des projets figurant à l'annexe A, 1°, ainsi que projets de l'annexe A, 1°, qui servent exclusivement ou essentiellement au développement et à l'essai de nouvelles méthodes ou produits et qui ne sont pas utilisées pendant plus d'un an.

*w)* parc de stationnement à l'air libre pour véhicules à moteur en dehors de la voie publique comptant de 50 à 200 emplacements pour véhicules automobiles, s'ils desservent exclusivement des logements ou des bureaux;

*g)* bouw van een kantoorgebouw waarvan de totale bovengrondse vloeroppervlakte groter is dan 20.000 m<sup>2</sup>;

*h)* parkeerplaatsen in open lucht voor motorvoertuigen, buiten de openbare weg, waar meer dan 200 plaatsen zijn voor auto's, als deze enkel en alleen de woningen of de kantoren bezoeken;

*i)* garages, overdekte plaatsen waar motorvoertuigen worden geparkeerd (overdekte parkings, tentoonstellingsruimten, enz.) waarin meer dan 200 voertuigen of aanhangwagens, wanneer deze uitsluitend dienen voor woningen of kantoren.

2° Ontwerpen van bijzondere bestemmingsplannen :

*a)* ontwerp van bijzonder bestemmingsplan voor de aanleg van bovengrondse kantooruimte voor een totaal van meer dan 50.000 m<sup>2</sup> voor zover het gepland aantal m<sup>2</sup> aan bovengrondse kantoren 25 % hoger ligt dan het bestaand aantal m<sup>2</sup> aan kantooruimte;

*b)* ontwerp van bijzonder bestemmingsplan voor de aanleg van een parking met meer dan 500 parkeerplaatsen, voor zover het gepland aantal plaatsen 25% hoger ligt dan de bestaande plaatsen.

#### Bijlage B

##### PROJEKTEN ONDERWORPEN AAN EEN EFFECTENVERSLAG

1° Projecten waarvoor krachtens de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw, een stedenbouwkundige vergunning vereist is :

*a)* projecten met betrekking tot de bestemming van woeste gronden of semi-natuurlijke gebieden voor intensieve landbouw;

*b)* eerste herbebossing, wanneer deze negatieve ecologische veranderingen met zich kan brengen en rooing met het oog op een ander bodemgebruik;

*c)* industriële installaties voor het transport van stroom en warm water; transport van elektrische energie via bovengrondse leidingen;

*d)* inrichtingen voor de produktie of de verrijking van splijtstoffen;

*e)* inrichtingen voor de opwerking van bestraalde splijtstoffen;

*f)* inrichtingen voor de verzameling en de behandeling van radioactief afval;

*g)* aanleg van industriegebieden van meer dan tien hectare;

*h)* aanleg van een gebied voor spoorweginstallaties van meer dan tien hectare, met bestemmingswijziging;

*i)* alle verkeersinfrastructuurwerken die een wezenlijke wijziging van het verkeerstelsel van het stuk weg en/of van het omliggende net meebrengen voor zover deze niet bedoeld zijn in bijlage A;

*j)* alle werken die het hydrografisch net wijzigen of verstoren;

*k)* stuwdammen en andere inrichtingen voor het stuwen of duurzaam opslaan van water;

*l)* aanleg van olie- en gaspijpleidingen;

*m)* aanleg van waterleidingen over lange afstand;

*n)* mechanische kabelliften en kabelbanen;

*o)* hotelcomplexen van meer dan 100 kamers;

*p)* vakantie dorpen;

*q)* jachthavens;

*r)* aanleg van een beplant eigendom van meer dan 5000 m<sup>2</sup>;

*s)* bouw van een kantoorgebouw waarvan de totale bovengrondse vloeroppervlakte tussen 5.000 en 20.000 m<sup>2</sup> begrepen is;

*t)* werkplaatsen, handelszaken of opslagruimten op een oppervlakte groter dan 1.000 m<sup>2</sup> in gebieden hoofdzakelijk bestemd voor woningen;

*u)* sport-, cultuur-, vrijetijds-, school- of sociale uitrustingen, die plaats bieden aan meer dan 200 personen;

*v)* wijziging in projecten van bijlage A, 1°, en projecten van bijlage A, 1°, die uitsluitend of hoofdzakelijk dienen voor het ontwikkelen en beproeven van nieuwe methoden of produkten die niet langer dan één jaar worden gebruikt.

*w)* parkeerterrein in open lucht voor motorvoertuigen buiten de openbare weg voor 50 tot 200 plaatsen voor auto's, enkel voor de bediening van woningen of kantoren;

x) garages, emplacements couverts où sont garés des véhicules à moteur (parcs de stationnements couverts, salles d'exposition, etc.) comptant de 25 à 200 véhicules automobiles ou remorques s'ils desservent exclusivement des logements ou des bureaux.

2° Les projets de plans particuliers d'affectation du sol non visés à l'annexe A, 2°.

Promulguons la présente ordonnance, ordonnons qu'elle soit publiée au *Moniteur belge*.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Emploi, du Logement et des Monuments et Sites,

Ch. PICQUE

Le Ministre de l'Economie, des Finances, du Budget, de l'Energie et des Relations extérieures,

J. CHABERT

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, des Travaux publics et du Transport,

H. HASQUIN

Le Ministre de la Fonction publique, du Commerce extérieur, de la Recherche scientifique, de la Lutte contre l'Incendie et de l'Aide médicale urgente,

R. GRIJP

Le Ministre de l'Environnement et de la Politique de l'Eau, de la Rénovation, de la Conservation de la Nature et de la Propreté publique,

D. GOSUIN

x) garages, overdekte plaatsen waar motorrijtuigen worden gestald (overdekte parkeerterreinen, tentoonstellingszalen, enz.) voor 25 tot 200 auto's of aanhangwagens enkel voor de bediening van woningen of kantoren.

2° De niet in bijlage A, 2°, bedoelde ontwerpen van bijzondere bestemmingsplannen.

Kondigen deze ordonnantie af, bevelen dat ze in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

De Minister-Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Werkgelegenheid, Huisvesting en Monumenten en Landschappen,

Ch. PICQUE

De Minister belast met Economie, Financiën, Begroting, Energie en Externe Betrekkingen,

J. CHABERT

De Minister belast met Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken en Vervoer,

H. HASQUIN

De Minister belast met Openbaar Ambt, Buitenlandse Handel, Wetenschappelijk Onderzoek, Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp,

R. GRIJP

De Minister belast met Leefmilieu en Waterbeleid, Renovatie, Natuurbehoud en Openbare Netheid,

D. GOSUIN

## AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

### MINISTERE DE LA JUSTICE

F. 97 — 1254

[97/9542]

#### Ordre judiciaire

Par arrêté royal du 10 juin 1997, qui produit ses effets le 30 avril 1997, il est mis fin aux fonctions de Mme Duhautbois, A., secrétaire adjoint au parquet du procureur du Roi près le tribunal de première instance de Charleroi.

L'intéressée est admise à faire valoir ses droits à la pension et est autorisée à porter le titre honorifique de ses fonctions.

—

Par arrêté royal du 10 juin 1997 est nommée greffier au tribunal de police de Liège, Mme Trudo-Xharde, M., commis-greffier principal à ce tribunal.

—

Par arrêtés royaux du 17 juin 1997, sont nommés :

— greffier aux tribunaux de commerce d'Arlon et de Neufchâteau, M. Wanlin, P., commis-greffier principal à ces tribunaux;

— greffier à la justice de paix du canton de Fosses-la-Ville, Mme Lesire, H., commis-greffier principal à la justice de paix de ce canton;

— commis-greffier à la justice de paix du premier canton de Liège, Mme Doyen, A., employée au parquet de la cour du travail de Liège.

### MINISTERIE VAN JUSTITIE

[97/9542]

#### Rechterlijke Orde

Bij koninklijk besluit van 10 juni 1997, dat uitwerking heeft met ingang van 30 april 1997, is er een einde gesteld aan de functies van Mevr. Duhautbois, A., adjunct-secretaris bij het parket van de procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Charleroi.

Betrokkene mag haar aanspraak op pensioen laten gelden en het is haar vergund de titel van haar ambt eershalve te voeren.

—

Bij koninklijk besluit van 10 juni 1997 is benoemd tot griffier bij de politierechtbank te Luik, Mevr. Trudo-Xharde, M., eerstaanwezende klerk-griffier bij deze rechtbank.

—

Bij koninklijke besluiten van 17 juni 1997 zijn benoemd :

— griffier bij de rechtbanken van koophandel te Aarlen en te Neufchâteau, de heer Wanlin, P., eerstaanwezende klerk-griffier bij deze rechtbanken;

— griffier bij het vrederecht van het kanton Fosses-la-Ville, Mevr. Lesire, H., eerstaanwezende klerk-griffier bij het vrederecht van dit kanton;

— klerk-griffier bij het vrederecht van het eerste kanton te Luik, Mevr. Doyen, A., beambte bij het parket van het arbeidshof te Luik.